UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Le rôle politique des élites locales dans la compétition politique : cas de la campagne électorale de 1993 en commune Songa

Inampayano, Godelième; Sous la Direction: Professeur Bugwabari Nicodème

2008
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1489

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

Le rôle politique des élites locales dans la compétition politique : Cas de la campagne électorale de 1993 en commune Songa

Par

INAMPAYANO Godelième

Sous la Direction :
Professeur BUGWABARI Nicodème

Présenté en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire
Option science politique

Bujumbura, janvier, 2008

Dédicace

A notre regretté père pour nous avoir fait aimer l'école

A notre chère mère pour son inlassable dévouement

A notre époux NURWEZE Emmanuel

A nos enfants :

- KAMPIMBARE Ange-Kercy
- NURWEZE Morgan-Jules

A nos frères et sœurs

A ma famille et belle famille

A tous ceux qui nous sont chers.

Nous dédions ce mémoire

Remerciements

Au terme de ce travail, qu'il nous soit permis de remercier certaines gens qui ont contribué dans sa réalisation.

Nos remerciements vont tout d'abord au Docteur Nicodème BUGWABARI pour avoir accepté de diriger ce travail et pour nous avoir aidée dans son aboutissement.

Notre gratitude va particulièrement à tous les professeurs du département d'Histoire pour la formation tant morale que scientifique dont ils nous ont fait bénéficier un grand hommage. Nous tenons également à rendre aux familles NIMUBONA Gervais, NTUKAMAZINA Jean-Baptiste, SINARINZI Eugène et NDUWAYO Déo de tout notre cœur pour leur gentillesse, leur patience et leur hospitalité.

Un très grand merci à ceux qui nous ont soutenue de près ou de loin pendant ce travail ; la famille, les amis et particulièrement à NURWEZE Emmanuel pour avoir contribué à la finalisation de ce travail.

INAMPAYANO Godelieve

Sigles et abréviations

Et alii	: Autres
ANADDE	: Alliance Nationale pour le Droit et le Développement
BOB	: Bulletin Officiel du Burundi
d.	: Sans édition
Dir.	: Sous la direction de
Ed.	: Edition
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
Ibid.	: Ibidem
L.G.D.J.	: Librairie Générale de Droit et Jurisprudence
P.I.T	: Parti International du Travail
P.L	: Parti Libéral
P.P	: Parti du Peuple
P.R.P	: Parti pour la Réconciliation du peuple
R.P.B	: Rassemblement du Peuple Burundais
R.T.N.B	: Radio Télévision Nationale du Burundi
RADDES	: Ralliement pour la Démocratie et le Développement
s.d	: Sans date
U.B	: Université du Burundi
UPRONA	: Unité pour le Progrès National
Vol.	: Volume

Table des matières

Dédicace..... i
Remerciements..... ii
Sigles et abréviations..... iii
Table des matières..... iv

0. INTRODUCTION GENERALE..... 1

1. Choix et intérêt du sujet..... 2
2. Méthodologie 3

a. Sources écrites..... 4
b. Sources orales..... 4

3. Difficultés rencontrées 4
4. Délimitation chronologique 4
5. Les grandes articulations du sujet 5

CHAPITRE I : CONCEPTUALISATION DE LA NOTION D'ELITE LOCALE DANS LA COMPETITION POLITIQUE 6

I. Définitions des concepts..... 6

1. Le concept d'élite..... 6
2. Le concept « local »..... 8
3. Fonctions des élites locales en matière de compétition politique 9
4. La composition des élites politiques 9

a. La provenance sociale des élites..... 9
b. La formation et la socialisation..... 10

5. Les modalités de recrutement des élites 10

a. Le niveau d'instruction..... 11
b. La sélection des élites..... 11

6. La circulation des élites 12

II. La compétition politique pour les élections présidentielles et législatives 13

A. Les partis politiques..... 14

1. Notion de parti.....14
2. Origines..... 15
3. Fonctions.....16

a. Formation de l'opinion.....16
b. Sélection des candidats..... 17

4. Les assises des partis politiques..... 18

B. Quelques exigences des élites dans la compétition 19

C. Notion d'élection et de système électoral..... 21

1. Notion d'élection..... 21

a. Définition..... 21
b. L'électorat..... 23

2. Le système électoral 24

a. Evolution des techniques de vote..... 24
b. Mode de scrutin..... 24

1°. Scrutin uninominal et scrutin de liste 25
2°. Scrutin majoritaire et représentation proportionnelle.....26
3°. Influence d'un mode de scrutin sur la vie politique..... 26

CHAPITRE II : LA CAMPAGNE ELECTORALE DE MAI 1993 EN COMMUNE SONGA..... 28

0. Introduction.....28

I. Les participants.....29

1. Les partis politiques.....29
2. Les élites locales..... 30

II. Le contenu des programmes des partis politiques..... 32

1. Le contenu du discours-programme de l'UPRONA.....32
2. Le contenu du discours-programme du FRODEBU..... 33
3. Le contenu du discours-programme du P.R.P.....35

III. Stratégies mises en œuvre par les candidats aux élections et le rôle joué par les élites locales 36

1. Les thèmes de la propagande.....36

a. La démocratie au service de l'unité nationale.....36
b. Entreprendre un développement efficace..... 37

2. Propagandes politiques et mobilisation.....38

a. Politisation des antagonismes sociaux..... 38
b. Ethnisation de la campagne électorale 40
c. Conscientisation clandestine de la population..... 41
d. Mensonge, ruse et propagande.....42
e. Conséquence de la campagne électorale..... 43

3. Le rôle catalyseur des élites locales dans la compétition politique.....45

a. L'organisation de la commune 45
b. La mobilisation de la population..... 46
c. La stabilisation et l'adaptation de la population..... 48
d. Le rôle d'intermédiaire entre les chefs des partis politiques et la population..... 50
e. L'élite et la population : logique du don et du contre-don..... 52

4. Le comportement des élites locales lors de la propagande 55
5. La relation entre les élites locales et les chefs des partis politiques.....56
6. La réaction de la population à l'égard de la compétition politique.....57

CHAPITRE III. ANALYSE INTERPRETATIVE DES RESULTATS DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES DE JUIN 1993..... 59

I. Organisation et déroulement des élections..... 59

1.Les élections présidentielles..... 60

a. La campagne des élections présidentielles..... 60
b. Les résultats des élections présidentielles..... 62

2.Les élections législatives..... 65

a. La campagne pour les élections 65
b. Les résultats de ces élections..... 65

3.Influence des élites locales sur les élections..... 68

II. Réception du système électoral par la population..... 69

1. Degré de conscience nationale..... 69
2. Participation antérieure de la population à l'exercice du vote..... 70

III. Attitude de la population à l'égard de ces élections..... 74

CONCLUSION GENERALE..... 76

BIBLIOGRAPHIE..... 78

0. INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi a été parmi les premiers pays d'Afrique qui ont répondu rapidement à l'appel lancé par feu le Président français, François MITTERAND, au sommet de la Baule de 1990. Il a dit, dans son discours, que désormais l'aide au développement des pays africains serait conditionnée par l'instauration de la démocratie et du multipartisme.

Cependant, le Burundi a mal assimilé la leçon sur la démocratie. Il a instauré une démocratie et un multipartisme d'une autre nature qui ne répondaient pas aux normes. Déjà en 1993, des élections pluralistes étaient organisées. Elles ont été caractérisées par une ethnisation à outrance qui était de mauvaise augure pour les Burundais.

Depuis cette date, l'élan démocratique a été anéanti. On ne pouvait plus parler de démocratie dans un pays où les tissus social, politique et économique, avaient été complètement déchirés et où les droits de l'Homme étaient toujours bafoués, spécialement le droit à la vie.

Le multipartisme lui aussi a été mal enseigné. Depuis l'instauration du multipartisme, une vingtaine de partis politiques ont été agréés mais beaucoup d'entre eux se sont scindés en ailes et ils sont devenus par conséquent inefficaces.

Certaines élites locales sont entrées dans les partis politiques non pas pour faire rayonner leurs idées et développer le pays mais pour jouer le rôle d'intermédiaire entre la population et les chefs des partis politiques pendant la campagne électorale. Elles occupent une position médiatrice entre le centre et la périphérie c'est-à-dire que les élites locales étaient à la charnière d'un réseau relationnel reliant la population d'une Commune donnée et les chefs des partis politiques. Les élites locales doivent mobiliser la population à participer activement et régulièrement aux meetings tenus par les partis politiques.

Les partis politiques sont devenus une source d'enrichissement mais aussi une sorte de refuge pour certaines élites, spécialement celles qui ont vidé les caisses de l'Etat et celles qui ont trempé dans les tueries pendant la période de crise.

Les chefs des partis politiques aidés par les élites locales se sont lancés en compétition, présentant leurs programmes politiques à la population. Mais l'ethnicité est devenue un argument facile pour mobiliser les militants.

Les élections constituent donc en Afrique, et au Burundi en particulier, un phénomène moderne et neuf, tributaire d'un système de pensée et d'une conception d'organisation politique étrangers.

Ainsi, les élections présidentielles et législatives sont un phénomène qui touche pratiquement l'ensemble de la population car elles ne sont pas isolables de la société globale dans laquelle on les fait fonctionner.

Bref, les élections présidentielles et législatives mettent en évidence le rôle des élites locales qui fait l'objet de notre travail. Ces élites locales remplissent de nombreuses fonctions, par exemple convaincre les électeurs de changer de partis politiques et faire connaître aux électeurs les principaux arguments des candidats aux élections.

1. Choix et intérêt du sujet

Le 1er juin 1993, les Burundais devaient élire le Président de la République dans un système pluraliste. Une compétition politique a été faite dans toutes les Communes du Burundi et en particulier dans la Commune Songa.

Une campagne électorale qui se définit comme une période agitée pendant laquelle les hommes politiques prononcent des discours dont le but est la mobilisation et la manipulation de la masse des électeurs a été mise en œuvre depuis 1992-1993. Les élites jouent ainsi un rôle important dans la vie politique et notamment dans la compétition politique.

Le problème que nous voulons étudier se fonde sur l'analyse du système politique burundais dans le nouveau contexte, ses acteurs et les processus qui les caractérisent (circulation des élites, mobilisation, participation et circulation des ressources) pour mieux cerner la campagne électorale qui s'inscrit dans un champ politique donné.

Nous avons voulu partager notre conviction que les élites locales sont un puissant outil pour les hommes politiques de par leurs fonctions de mobilisation, de stimulation des adhésions, d'imposition de représentations ou de masque de certaines réalités.

Notre travail porte sur la façon dont les élites locales interviennent à la fois en tant qu'autorités décentralisées autonomes et en tant que représentants de l'Etat. L'action régulatrice des élites locales se manifeste par des fonctions d'intégration, de mobilisation, d'adaptation et de médiation qu'elles assurent de manière manifeste ou de manière latente pour le compte de l'Etat.

Le but de ce travail sera d'analyser comment la campagne électorale a servi de catalyseur de l'identité ethnique et comment le rôle des partis politiques y a été très important. Voir également que la campagne électorale a revêtu un caractère typiquement anti-démocratique en recourant à un discours ethniciste à destination d'une population à l'esprit malléable.

Ce qui m'intéresse ensuite est de voir le degré de corrélation entre le discours de la campagne électorale et les comportements politiques qu'il déclenche ou qu'il est susceptible de déclencher. Il m'est important de déconstruire les mythes qui ont entouré les discours lancés pendant la campagne électorale puisque son contenu provoquait chez le récepteur un sentiment d'insécurité.

Cependant, notre travail trouve son originalité dans le fait qu'il étudie une commune très élargie tandis que les autres visent de grands ensembles régionaux. De même, notre sujet se spécialise sur le rôle politique des élites locales bien déterminées alors que les autres les traitent dans leurs généralités.

Enfin, une autre raison qui nous a poussée à choisir ce sujet est de montrer que les agissements de la campagne électorale ont été et constituent un des éléments déterminants qui expliquent la crise déclenchée le 21 octobre 1993.

2. Méthodologie :

Notre travail a été réalisé essentiellement sur base d'enquêtes à savoir : l'enquête classique et le sondage d'opinion publique. D'abord, l'enquête classique nous a permis de reconstituer les événements de 1992 et 1993 dans la Commune Songa et ses conséquences. Puis le sondage ou l'enquête d'opinion publique s'intéressait à la connaissance des attitudes. Le sondage éclairait les événements et mettait en évidence le rôle des élites locales dans leur milieu, les ressentiments populaires et les comportements dissidents.

Pour bien mener notre travail, nous avons consulté des ouvrages généraux et spécifiques sur le rôle des élites locales et sur la campagne électorale. Les sources écrites nous ont été d'un intérêt non négligeable.

a. Sources écrites

Parmi les sources écrites, il faut citer les ouvrages généraux, les articles, les revues ainsi que les journaux.

Chacune de ces catégories a apporté sa contribution dans l'élaboration de ce travail. Mais il faut souligner que peu sont les ouvrages et articles qui traitent de la campagne électorale au Burundi. La plupart des ouvrages que nous avons consultés nous ont permis de dégager quelques théories générales sur les élites locales en matière de compétition politique et de système électoral. Nous avons donc fait recours aux sources orales, notamment les enquêtes, pour les compléter.

b. Sources orales

Pour réaliser ce travail, nous avons effectué des enquêtes orales auprès des élites locales au cours du mois de novembre 2004. Ces enquêtes ont été réalisées dans la Commune Songa.

3. Difficultés rencontrées :

Pour les sources écrites, nous avons déjà souligné la quasi inexistence d'ouvrages spécialisés sur le rôle politique des élites locales au Burundi.

Quant aux sources orales, le problème se trouve dans les difficultés rencontrées quand nous procédions aux enquêtes. Certaines élites locales préfèrent garder le silence sur quelques questions. D'autres nous donnent des réponses non précises en raison des circonstances sociales et politiques qui ont entouré l'appartenance à une minorité ethnique. Les élites locales diffèrent entre elles dans leur fidélité à un parti politique.

4. Délimitation chronologique :

Notre étude porte sur une période d'une année qui a eu des effets encore néfastes jusqu'à l'heure où nous sommes. Elle débute au mois d'avril 1993, date qui marque l'identification de la campagne présidentielle. Mais elle a officiellement commencé le 10 mai pour prendre fin le 29 du même mois. Depuis la campagne électorale, nous avons assisté à une intense activité des élites locales qui cherchent à comprendre et à interpréter les logiques de la société et du pouvoir en analysant les événements et leur environnement politique. Des enseignements divisionnistes, longtemps développés dans la clandestinité, surgissent pour mobiliser les militants.

La borne supérieure de notre étude se situe à la date du 21 octobre 1993, date qui correspond à l'assassinat du Président élu Melchior Ndadaye suivi de l'exécution sommaire de ses proches collaborateurs. L'on assistera donc à de profonds changements au niveau de l'administration locale et du gouvernement.

5. Les grandes articulations du sujet :

Notre travail s'articule sur trois chapitres :

Le premier chapitre traite des généralités sur l'élite locale dans la compétition politique . Au cours de ce chapitre, il sera question de visiter différents usages de ces notions. Nous allons nous en tenir aux définitions des différents concepts clés de notre étude.

Le deuxième chapitre, quant à lui, essaie de mettre en parallèle le contenu des programmes des partis politiques en lice et les stratégies mises en œuvre par les candidats aux élections. Ce chapitre nous montre aussi le rôle catalyseur des élites locales dans la compétition politique.

Le troisième chapitre analyse enfin les résultats des élections, le degré de participation et ses conséquences.

Dans la conclusion générale, une série de propositions et de recommandations sont formulées pour essayer d'asseoir la démocratie dans notre pays.

CHAPITRE I : CONCEPTUALISATION DE LA NOTION D'ELITE LOCALE DANS LA COMPETITION POLITIQUE

Le concept d'élite est chargé de subtilités dont il est des fois difficile de comprendre la signification. Pour cette raison, beaucoup de penseurs se sont proposés de donner des définitions, chacun à sa manière, dans le but d'éviter certaines difficultés.

I. Définitions des concepts

1. Le concept d'élite

Selon Madeleine GRAWITZ et Jean LECA, les « élites sont ceux qui ont plus de pouvoir que d'autres ; le pouvoir étant de son côté la puissance d'influencer réellement la politique et l'activité de l'Etat ». [1]

Par cette définition, la notion d'élite est identifiée à un groupe minoritaire qui se distingue de la masse par le critère d'influence et du pouvoir effectif. Pour ces auteurs, les élites sont ceux qui ont la capacité de prendre des décisions ou d'influer sur la prise de décisions.

D'autres penseurs ont proposé de définir l'élite par ses qualités éminentes, par sa supériorité naturelle. C'est ainsi que Pareto déclare l'élite comme :

> « Les gens qui ont à un degré remarquable des qualités d'intelligence, de caractère, d'adresse, de capacité de tout genre »[2]

Ainsi, nous pouvons dire avec cette définition que l'élite comprend tous ceux qui, par leur travail, connaissent un succès supérieur par rapport aux autres hommes et qui font preuve d'aptitudes éminentes dans une activité donnée.

Pour Mosca, sociologue et homme politique italien, l'élite est constituée de la minorité de personnes qui détient le pouvoir dans une société, formant une « classe dirigeante » : une classe politique.

« Dans toutes les sociétés, depuis les moins développées et civilisées jusqu'aux plus avancées et puissantes, apparaissent deux classes de gens : une classe qui gouverne et une classe qui est gouvernée. La première, toujours la moins nombreuse assume toutes les fonctions politiques, monopolise le pouvoir et jouit des avantages qu'il entraîne, tandis que la seconde la plus nombreuse, est

---

[1] GRAWITZ (M.) et LECA (J.), *Traité de science politique, Tome III, L'action politique*, Paris, P.U.F., 1985, p. 604

[2] Vilfredo PARETO cité par Roger-Gerard SCHWARTZENBERG, *in Sociologie politique*, 3è éd., Paris, Montchrestien, 1977, p. 217

dirigée et contrôlée par la première d'une manière tantôt plus ou moins légale, tantôt plus ou moins arbitraire et violente »[3]

Nous nous proposons ici de caractériser et de discerner les élites dans la société globale, ce qui revient à examiner les rapports entre élite et pouvoir. Dans ce cas, l'élite est constituée de cette minorité de personnes qui exercent le pouvoir sur d'autres.

Gaetano Mosca, penseur préoccupé dès son premier essai de la formation et de l'organisation de la classe politique en Italie, défend donc la nécessité et la légitimité des minorités dirigeantes qui monopolisent le pouvoir et jouissent des avantages plus que d'autres.

En partant de ces définitions, on peut classer l'élite burundaise en deux grands groupes dont chacun comprend plusieurs catégories.

Le premier groupe est constitué par des dirigeants politiques qui sont les chefs d'Etat, les membres du Gouvernement et du parlement, les chefs militaires et les idéologues des partis. Ils diffèrent des autres membres de la société par la nature de leurs responsabilités.

Le second groupe est composé de détenteurs du pouvoir spirituel, qui d'une manière ou d'une autre, influencent les manières de penser, de croire et de vivre. S'inscrivent dans ce groupe les écrivains, les prêtres, les professeurs,les journalistes et les étudiants, etc.

Cependant, le concept d'élite est utilisé pour désigner l'existence d'une différence voire d'une coupure entre ceux qui sont censés en être et ceux qui n'appartiennent pas au monde du pouvoir.

Guy Rocher définit l'élite comme comprenant « les personnes et les groupes qui, par suite du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent à l'action historique d'une collectivité, soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées, les sentiments ou les émotions qu'ils expriment, soit qu'ils symbolisent » [4].

Cette définition suppose que l'élite en question assume réellement le pouvoir et exerce effectivement une influence sur la collectivité. Elle met un accent particulier sur les formes de contribution des élites à l'action historique.

---

[3] Gaetano Mosca cité par CHAGNOLLAUD (D.), *Science politique : Eléments de sociologie politique*, 4è éd., Paris, Dalloz, 2002, p. 258

[4] Cité par TOULABOR (C.), *Le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, 1986, p. 231

De toutes ces définitions que nous venons d'évoquer, celle de Guy Rocher est plus opérationnelle. Elle ne met pas en exergue la valeur qualitative qui prédomine chez Pareto, mais rattache l'élite à l'influence et à l'autorité qu'elle exerce au sein de la société.

Au Burundi, à l'époque coloniale, on remarque que les concepts d'élite ou d'évolué n'étaient pas séparés. Ils étaient en fait confondus à telle enseigne que l'élite était conçue comme:

« Une catégorie d'hommes qui par la formation intellectuelle, morale, religieuse, et souvent par la situation sociale, l'aisance matérielle, se trouve comme à l'avant-garde du progrès dont nous sommes redevables à l'Europe et qui se poursuit ».[5]

Cette nouvelle idée de l'élite se remarque à une époque où l'aristocratie qui allait prédominer sur les autres, allait être celle qui avait reçu la formation intellectuelle, morale et religieuse.

2. Le concept « local »

Le terme « local » est à la source de bien des ambiguïtés car son emploi est multiforme. Le refus de s'en tenir à la définition traditionnelle du local ne résout pas pour autant le problème, car le terme risque de prendre une acceptation extensive et variable. En effet, si le « local » devient tout ce qui n'est pas « central », le champ des investigations s'enrichit considérablement et surtout pose la question de la définition du « centre ».

D'après Albert Mabileau, il n'y a de « local » que dans les actions ou les inactions qui satisfont les besoins ou intérêts collectifs des populations regroupées sur un territoire déterminé, commune, département, région,...

Il appartient aux autorités compétentes d'identifier ces données objectives qui justifieront la validité des interventions inscrites dans cette forme juridique qu'est le « local ». [6]

Par rapport au centre qu'est l'Etat burundais, la Commune Songa est considérée comme une entité territoriale locale. Il appartient aux élites locales d'agir à ce niveau.

---

[5] *L'ami : Revue des élites de l'Est de la Colonie* n° 117, p. 322 (auteur anonyme).
[6] MABILEAU (A.), dir. , *A la recherche du local*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 115.

3. Fonctions des élites locales en matière de compétition politique

Dans le cadre de la compétition politique, les élites locales sont des relais locaux des partis politiques chargées de diffuser leurs programmes auprès de la population et ainsi gagner son adhésion. Ce sont des gens généralement d'un niveau scolaire peu élevé. Ce sont pour la plupart des techniciens agricoles, médicaux ou vétérinaires, des commerçants, des enseignants de l'école primaire, des notables et même des paysans alphabétisés.

Ainsi, ce sont des gens qui sont en contact direct et permanent avec la population. La plupart d'entre elles profitent de l'exercice de leur profession ou de leur métier pour diffuser leur propagande.

En Commune Songa, les élites locales ont constitué en réalité la pierre angulaire des partis politiques dans la campagne électorale de 1993. Elles ont mobilisé la population à participer activement et régulièrement aux réunions diverses tenues dans le cadre des élections présidentielles. Les élites locales jouent un rôle considérable dans la compétition politique de cette entité territoriale qu'est la Commune Songa que nous allons voir plus tard.

En effet, ces élites tirent leur légitimité de la tradition des peuples gouvernés et leur respectabilité et charisme dans la justesse avec laquelle elles conduisent les affaires de la collectivité. Dès lors, les élites locales règnent sur la masse plus ou moins indifférenciée et plus ou moins manipulée.

4. La composition des élites politiques

a) La provenance sociale des élites

L'essentiel est de parvenir à calculer le nombre des parvenus sociaux et des héritiers et en plus de déceler comment et quand on fait le registre social dans les pays africains en général et en particulier au Burundi, plus précisément en Commune Songa. Peu importe le degré de stabilité politique, un accent particulier devrait être porté partout aux modes de production et surtout de reproduction du capital social.

En général, les données recueillies sur la provenance sociale des élites permettront de prouver s'ils proviennent ou non d'un milieu social étroit. Elles aident également à indiquer les coalitions ethniques et régionales, religieuses, sociales ou politiques dont la présence au pouvoir est un élément non négligeable dans la compréhension des processus de stratification politique et sociale en cours.

Certes, identifier une élite politique ne signifie pas qu'elle est forcément distincte d'autres élites sociales. Les traits des élites en général changent sous les effets des transformations sociales.

b) La formation et la socialisation

L'éducation est au Burundi, probablement plus qu'ailleurs, très étroitement associée à l'occupation des positions politiques.

Dans ce cas, on l'évaluera d'abord au niveau d'instruction moyen des dirigeants par rapport à celui de l'ensemble de la population. Ensuite, aux variations ou à la continuité du niveau de recrutement avec les changements politiques successifs depuis les indépendances :
régimes civils à parti unique, régimes militaires avec ou sans parti unique, régimes pluralistes et démocratiques.

Enfin, à l'importance que revêtent la nature des institutions scolaires fréquentées, leur implantation géographique, le type de cursus suivi, lorsqu'on sait que l'éducation exerce une grande influence sur la formation et la socialisation des hommes politiques.

Ainsi, la socialisation pourrait expliquer sans doute les différences entre les comportements des dirigeants, leur efficacité et leur performance et permettrait aux individus d'intérioriser les normes sociales. Elle assurait la transmission de la culture politique des autres croyances sociales.

En effet, une élite est composée des gens les plus capables dans toutes les sphères de l'activité humaine. Mais au sein de cette élite générale, il se dégage une élite politique ou gouvernante, une minorité qui détient le pouvoir.

« Que cela plaise ou non à certains théoriciens, écrit Pareto, il est de fait que la société humaine n'est pas homogène ; que les hommes sont différents physiquement, moralement et intellectuellement. Nous devons tenir compte de cet autre fait : que les classes sociales ne sont pas entièrement séparées, pas même dans les pays où il existe les castes, et que, dans les nations civilisées modernes, il se produit une circulation intense entre les différentes classes ».[7]

5. Les moralités de recrutement des élites :

[7] Cité par MARIRO (A.), *De la nation aux ethnies ou la naissance d'une élite tribalisée*, UNESCO, Dakar, 1998, p. 10

La politique de recrutement de l'élite au pouvoir donne l'impression de relever du fait du chef de l'Etat et de n'obéir à aucun critère établi. Ce qui explique que le chef de l'Etat nomme qui il veut, quand il veut et où il veut.

a) Le niveau d'instruction

Le recrutement, en l'occurrence par le Président de la République, semble accorder une grande importance au niveau d'instruction des candidats aux postes élevés dans l'appareil politico-administratif. En fait, ce critère est seulement souhaité, mais non exigé.

Ainsi, beaucoup de gens s'accordent pour reconnaître que le niveau d'instruction de l'élite non au pouvoir est plus élevé que celui de l'élite actuellement en poste. Dans ce cas, la fuite des cerveaux, amplifiée à l'heure actuelle par le système répressif, explique cette baisse de niveau de l'élite en place.

Cependant, le dénigrement des titres universitaires et la multiplication des postes clientélistes expliquent que le niveau d'instruction ne constitue pas forcément un critère de sélection fondamental.

Pour conclure sur l'instruction comme facteur de sélection politique, on peut suggérer cette proposition :

« Un accroissement général de l'instruction renforce l'aliénation politique des minorités instruites, tandis que s'amenuise la distance culturelle globale entre la population et l'élite politique ». [8]

b. La sélection des élites

Les mécanismes de sélection des hommes politiques sont la cooptation dans les instances dirigeantes des partis uniques, la nomination par le chef de l'Etat dans les exécutifs nationaux et les élections aux assemblées parlementaires.

Les deux premières techniques ont connu, semble-t-il, très peu de modifications peu importe la nature civile ou militaire du régime politique. Les critères de sélection, la continuité ou les ruptures dans ce domaine en prennent beaucoup plus d'importance.

Les élections comme troisième mécanisme de sélection méritent un accent particulier du fait des changements intervenus à ce niveau dans certains pays.

---

[8] BECQUART-LECLERCQ (J.), *La démocratie locale à l'américaine*, Paris, P.U.F, s ; d ; p. 103

c'est la redémocratisation plus ou moins rapide des autoritarismes civils ou militaires symbolisée par l'organisation des élections pluralistes et démocratiques.

Ainsi, la structure des élites, leur recrutement et leur circulation ne sont pas identiques d'une société à une autre. Elles sont différentes selon les pays.

6. La circulation des élites :

Les élites apparaissent mobiles, ce qui n'exclut pas des périodes de stabilité plus ou moins prolongées. Cette mobilité sociale des élites désigne les montées et les descentes au sein du groupe.

En effet, l'appartenance à l'élite ne tient pas forcément à l'hérédité. Les enfants n'ont pas toutes les qualités éminentes de leurs parents. Il se produit sans cesse un remplacement des élites anciennes par de nouvelles issues des couches inférieures de la société.

Pareto explique le changement social par ce mouvement incessant des élites, par cette « circulation des individus » entre deux groupes, l'élite et le reste de la population.

« Ce phénomène des nouvelles qui, par un mouvement incessant de circulation, surgissent des couches inférieures, s'y épanouissent et ensuite, tombent en décadence, sont anéanties, disparaissent, est un des principaux de l'histoire, et il est indispensable d'en tenir compte pour comprendre les grands mouvements sociaux »[9]

Dans cet ordre d'idées, il se distingue des sociétés immobiles, où la circulation des élites est presque inexistante ou malaisée, et les sociétés mobiles, où elle s'opère normalement. Les sociétés démocratiques modernes sont par exemple très mobiles. Elles se caractérisent par un mouvement considérable entre diverses catégories sociales [10].

Ainsi, ce mouvement incessant des élites maintient l'équilibre du système social en permettant la mobilité ascendante des meilleurs. Il concourt en même temps au changement social car la circulation des élites va de pair avec des idées.

---

[9] Vilfredo PARETO cité par Roger-Gérard SCHWARTENBERG, *op.cit*, p. 217

[10] Gaetano Mosca cité par Roger-Gérard SCHWARTENBERG, *in Sociologie politique*, 4è éd., 1988, p. 179

Le groupe dirigeant cherche à se maintenir au pouvoir, utilisant la ruse ou la force. Mais, exposé à la pression des masses, il doit se renouveler sans cesse par un apport venu des couches inférieures.

En ce sens, Pareto critique l'accaparement du pouvoir par une aristocratie fondée sur la naissance et la fortune et non sur la ruse et la force.
Faute de circulation des élites, la société est menacée de révolution de l'intérieur ou de destruction par l'extérieur.

II. LA COMPETITION POLITIQUE POUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES

La compétition politique est caractérisée par l'existence de manœuvres légitimes, c'est-à-dire d'agir définies, retenues et ordinairement admises par le plus grand nombre. Cette compétition est organisée pour la conquête de positions de pouvoir dans l'Etat.

Dans l'étude des forces politiques, c'est-à-dire des forces manifestes ou diffuses qui concourent à la compétition pour le pouvoir et à sa « répartition », la science politique privilégie celle des partis politiques. En effet, ceux-ci participent directement à la compétition, revêtent les traits d'organisations spécialisées dans l'exercice et la conquête du pouvoir au sein du système politique. L'accès à ces positions de pouvoir politique dépend directement ou indirectement de l'élection.

Dans ce cadre de compétition politique, les élites locales sont considérées comme des relais locaux des partis politiques du fait qu'elles sont censées maîtriser le langage politique et « comprendre » mieux que d'autres les enjeux et la portée des conflits. Elles sont des professionnelles de la production des idéologies et des schémas d'interprétation du milieu local.

Pour synthétiser l'explication des élites locales dans la compétition politique, on peut en pratique percevoir leur rôle à l'égard des partis politiques. Ayant une bonne connaissance du milieu local qu'elles représentent, les élites locales sont à la charnière d'un réseau relationnel liant la population et les chefs des partis politiques. Elles sont modératrices de la société locale où s'active une pluralité d'acteurs politiques.

Pour ce faire, on doit jeter un coup d'œil sur la notion de partis politiques qui nous permettront de comprendre la campagne électorale de 1993.

A. LES PARTIS POLITIQUES

1. Notion de parti

Selon Maurice DUVERGER, les partis politiques seraient constitués par toutes ces institutions dont le rôle est de conquérir le pouvoir politique et de l'exercer. [11]

Par cette définition, l'auteur attache une grande importance sur la lutte pour le pouvoir et son exercice. Il implique que les partis politiques ont tendance à avoir une vision globale de la société et de ses problèmes, c'est-à-dire que les partis politiques s'intéressent à toute activité politique et c'est pour cette raison qu'ils élaborent souvent un programme général fondé sur une doctrine ou une idéologie.

A ce propos, la définition que proposent LAPALOMBARA et WEINER pourrait être un complément nécessaire à ces conceptions. D'après ces auteurs, un parti politique est une organisation durable agencée du niveau national au niveau local, visant à conquérir et à exercer le pouvoir et recherchant, à cette fin, le soutien populaire. [12]

Ainsi, cette définition permet de différencier les partis d'autres organisations qui ne cherchent pas la conquête du pouvoir comme les clubs qui, eux ne participent pas aux élections et à la vie parlementaire. La recherche d'un soutien populaire spécialement par le canal des élections est un des traits caractéristiques des partis politiques.

Aussi organisés du niveau national au niveau local, les partis sont les mieux indiqués pour connaître le malaise populaire. Ils connaissent leurs aspirations, leurs besoins ou leurs problèmes. Ils expriment les demandes de la population et font pression sur le pouvoir pour avoir des réponses.

Le pouvoir devient alors l'ensemble des processus et des rôles sociaux pour lesquels sont exécutées des décisions qui engagent tous les partis politiques. Etant donné que les décisions sont adressées aux acteurs de la société globale, le pouvoir devient alors politique. C'est dans ce sens que les partis politiques agissent sur le pouvoir afin que celui-ci puisse concilier l'intérêt général avec les intérêts particuliers.

---

[11] DUVERGER (M.), *Les partis politiques* , Paris, L.G.D.J., 1957, p.1

[12] J. LAPALOMBARA et M. WEINER cités par R-G. SCHWARTZENBERG *in Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1991, p. 397

Selon Georges Burdeau, le pouvoir est une force au service d'une idée. C'est une force née de la conscience sociale, destinée à conduire le groupe dans la recherche du bien commun et capable, le cas échéant d'imposer aux membres l'attitude qu'elle commande.[13]

Dans le contexte de notre travail, on entend par « pouvoir politique » la capacité de prendre des décisions ou d'influer sur la prise de décision ; pour ce faire, le mieux est d'obtenir accès auprès des personnes habilitées à prendre ces décisions. Dans ce cas, on considérerait que les élites locales de la Commune Songa pouvaient prendre une décision qui sera exécutée par la population de cette commune, ceci dans le cadre du bien commun de la population. En un mot, c'est la capacité des élites locales à élaborer et à mettre en œuvre leurs programmes politiques.

Dans l'optique de rendre le concept de parti politique encore plus accessible, nous nous proposons d'en étudier les origines et les fonctions.

2. Origines

Associations politiques dont l'objectif est de prendre et exercer le pouvoir, les partis ne recouvrent pas partout les mêmes réalités. Il importe de souligner que les partis ne peuvent être perçus, abstraction faite du milieu social dans lequel ils prennent naissance et œuvrent.

Ainsi, en Occident, les partis sont dans une large mesure la résultante du développement des forces socio-économiques. Ils sont liés à l'évolution de celles-ci.
Aujourd'hui encore, la démocratie occidentale évolue et se recherche pour s'améliorer. L'émergence des partis tout comme l'institutionnalisation du pouvoir furent le fruit d'une longue évolution historique et furent presque parallèles au développement de l'industrialisation.

Par contre en Afrique, la naissance des partis de certains Etats ne fut pas le produit d'une évolution sociopolitique interne. La création des partis politiques a vu le jour avec l'introduction du suffrage consécutif à l'avènement des indépendances. Ils naissent donc à partir du mouvement où les peuples colonisés commencent à revendiquer leur souveraineté.
Ces partis politiques étaient essentiellement voulus comme instrument de mobilisation ou de conscientisation pour mettre fin à la domination de la puissance colonisatrice.

---

[13] BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Tome I, *Le pouvoir politique*, Paris, L.G.D.J., 1966, p. 127

Au Burundi, ce n'est qu'en 1958 que le premier parti politique fut créé : l'UPRONA. Il fut agréé en 1960, inaugurant ainsi, à partir de cette date, un système partisan dans le pays.

Selon Maurice DUVERGER, les partis véritables datent d'un siècle à peine [....]. Dans l'ensemble leur développement paraît lié à celui de la démocratie, c'est-à-dire l'extension du suffrage populaire et à des prérogatives parlementaires. [14]

Les partis ayant un système électoral et parlementaire sont apparus en premier lieu par l'établissement d'une liaison permanente : groupe parlementaire d'une part, comités électoraux un peu tard d'autre part.

3. Fonctions

L'analyse des fonctions partisanes a précisément évolué à mesure que le champ de la réflexion s'étendait, et dépassait les pays occidentaux pour englober les nouveaux Etats. Dans ceux-là, en effet, les partis nés du jeu électoral et parlementaire assument essentiellement l'animation de ce jeu : ils continuent d'exercer des fonctions relativement limitées, bien discernées par l'analyse classique. [15]

En effet, même selon l'analyse classique, les partis exercent au moins deux types de fonctions dans un système représentatif : la formation de l'opinion et la sélection des candidats.

a. Formation de l'opinion

Les partis maintiennent une conscience politique en assurant l'information et la formation de l'opinion.

En effet, ils assurent un encadrement doctrinal ou idéologique des électeurs et des candidats. Ils alimentent le débat politique, en éclaircissant bien le choix. Grâce à eux, l'électeur saura mieux de quelles idées, de quel programme se réclame tel ou tel candidat, et donc, quelle action il mènera une fois élu. Il incombe aux partis politiques, en fonction de leurs intérêts, de former leurs membres pour mieux se préparer à la compétition politique.

Cependant, la formation de l'opinion tourne à la perversion quant elle est mal faite. Elle peut devenir une véritable intoxication des masses qui va jusqu'à

[14] DUVERGER (M.), *op. cit.*, p. 2
[15] SCHWARTENBERG (R-G.), *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1991, pp. 480-481

engendrer parfois des accidents d'ordre sociologique. Cela est observé souvent en Afrique noire, et le Burundi constitue une particularité sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Enfin, les partis politiques ont pour rôle de rassembler les gens professant les mêmes idées et poursuivant les mêmes buts politiques. Ils éduquent ainsi les électeurs en conciliant les points de vue à la fois différents et convergents en leur proposant des compromis successifs ou des solutions de dépassement lorsque les divergences sont conciliables [16]. Les partis politiques changent ainsi l'opinion en force politique capable d'agir sur le destin national.

b.Sélection des candidats

Les candidats aux élections sont désignés par les partis, qui participent activement à la fonction de recrutement politique. Certes, cette sélection du personnel politique peut donner lieu à certains vices oligarchiques.

Dans les partis de cadres, le système du « Caucus », c'est-à-dire le choix par des comités de notables, risque d'aboutir à la formation d'une oligarchie cooptée.

Dans les partis de masses, la désignation est faite par des congrès nationaux ou locaux, auxquels les adhérents du parti participent directement ou indirectement.

Cependant, le système n'est pas sans inconvénients.
Mais il a toujours un avantage majeur. Il empêche le régime conservateur d'assurer la pérennité du pouvoir.

Le système permet de constituer une classe dirigeante issue du peuple, qui remplace les anciennes classes. La signification la plus profonde des partis politiques, c'est qu'ils tendent à la création de nouvelle élites. Tout gouvernement est oligarchique par nature : mais l'origine des oligarques et leur formation peuvent être différentes. Il faut remplacer la formule « Gouvernement du peuple par le peuple » par celle-ci : « Gouvernement du peuple par une élite issue du peuple ». [17]

En conclusion, les partis politiques ont contribué pour beaucoup dans la formation des cadres qui ont permis de recruter en eux-mêmes leurs propres

[16] CADART (J.), *Régime électoral et régime parlementaire en Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, 1948, p. 254
[17] DUVERGER (M.), *op. cit*, p. 255

Les partis politiques, dans leur activité de mobilisation des soutiens ou d'électeurs, finissent par façonner des attitudes nouvelles qui servent à légitimer l'autorité et à permettre aux citoyens de tenir leur rôle politique.

4. Les assises des partis politiques

La science politique a relevé les principaux facteurs qui constituent les assises des partis :

- Le facteur personnaliste : il y a rassemblement d'hommes autour d'une personnalité marquante. L'affiliation à un parti devient moins l'adhésion à un programme politique que l'allégeance à une personne. Le phénomène personnaliste s'est surtout fait remarquer en Amérique Latine. Les partis sont nés quand les masses populaires ont commencé à entrer réellement dans la vie politique : ils ont formé le cadre nécessaire qui leur permettrait de recruter en eux- mêmes leurs propres élites.[18]

- Le facteur ethnique, racial et linguistique : les partis ne sont pas fondés sur l'intérêt de la communauté nationale mais sur celui des fractions de la population. La tribalisation des partis politiques s'est beaucoup fait remarquer en Afrique au moment des indépendances.

- Le sentiment d'appartenance ethnique a été, dans certains cas, tel que les individus ont oublié les programmes politiques pour se rassembler autour des ethnies. Leur souci est de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière[19]

Ainsi, par exemple, la vie politique du Nigeria favorisa l'épanouissement de la division ethnique qui aboutira à la guerre du Biafra.

Au Burundi comme partout ailleurs, le multipartisme considéré comme étant l'expression du facteur ethnique ou racial compromet l'unité et la paix du pays. Au lieu que l'individu s'exprime et fasse son propre choix, ce sont les groupes ethniques ou raciaux qui l'embrigadent, favorisant ainsi constamment les tendances à l'éclatement du pays.

- Le facteur idéologique : les partis idéologiques sont surtout issus de la doctrine marxiste. Le Tiers-Monde a surtout connu des partis sans idéologie ou alors à idéologies multiples. Mais Madeleine Grawitz et Jean Leca écrient

[18] SCHWARTZENBERG (R-G), *Op. cit*, p. 401
[19] SCHARTZENBERG (R-G), *Op. cit*, p. 592

- Le facteur idéologique : les partis idéologiques sont surtout issus de la doctrine marxiste. Le Tiers-Monde a surtout connu des partis sans idéologie ou alors à idéologies multiples. Mais Madeleine Grawitz et Jean Leca écrient que le travail idéologique tend à masquer les rapports sociaux ou les rapports de classe [20].
- Le facteur d'intérêt socio-économique : le parti lutte pour les intérêts de catégories sociales.
- Le facteur religieux : le phénomène religieux a une large place dans la vie sociopolitique des peuples africains. La religion pénètre toutes les activités de l'homme et a une grande influence sur les comportements sociaux, économiques et politiques des individus et des groupes. Les partis sont souvent donc le produit des combinaisons de plusieurs facteurs.

B. QUELQUES EXIGENCES DES ELITES DANS LA COMPETITION POLITIQUE

Toute communauté organisée a ses principes et ses règles. Son existence, sa permanence et son fonctionnement dépendent, en dernier ressort, du respect de ces principes et règles par les membres de la communauté. Il en est de même pour une nation organisée sur le mode démocratique.[21]
Ces exigences s'imposent à toute élite, à tout citoyen, à tout prétendant aux responsabilités de commandement, de gouvernement et de mobilisation de la communauté.

La première exigence est, bien entendu, la foi dans l'intérêt général de la nation et la volonté effective de la préserver, de la promouvoir. Cette exigence est fondatrice.

Elle appartient aux finalités de la démocratie. En son absence, il y a la juxtaposition d'égoïsmes et impossibilité de toute organisation démocratique.

La deuxième exigence est l'acceptation de l'autre, son respect comme partenaire, comme « citoyen ». Dans les pays africains en général et en particulier au Burundi, la cohésion sociale est encore fragilisée par tant de différences qu'on érige en rivalités, en incompatibilité sous tous les prétextes au point de nier l'autre, au point de le détruire. Ces pays appliquent « la tragédie de l'identité narcissique »[22] qui atteint son paroxysme dans le désir « d'effacer le visage de l'autre ».[23]

---

[20] GRAWITZ (M.) et LECA (J.), *op. cit*, p. 610
[21] GAXIE (D.), *La démocratie représentative*, 2è éd., Paris, Montchrestien, 1996, p. 108
[22] TOSCANO (R.), « Guerre, violence civile et éthique. La diplomatie à la lumière de Levinas », *Esprit*, Juillet 1997, p. 169
[23] TOSCANO (R.), *op. cit*, p. 158

Les élites doivent dominer tous les réflexes de rejet de l'autre pour intérioriser la nécessité de s'affilier, de se l'associer comme partenaire dans un projet commun, celui de construire un pays par-dessus des barrières factices, ethniques et régionales.

Ainsi, la foi dans l'intérêt général et le projet commun acquise, la perception de l'autre comme partenaire réussie, commencent les tâches concrètes de l'organisation démocratique de la société. Ici l'accord profond sur l'essentiel n'empêche pas des divergences sur les formes et les méthodes. La compétition politique devrait porter principalement sur ces désaccords. Ici doivent s'imposer aux élites en compétition :

- La tolérance : les passions ont souvent fait de l'adversaire politique « l'ennemi ». Au lieu de confronter les idées et les arguments, les compétiteurs peuvent avoir recours à des armes néfastes comme le rejet gratuit des positions de l'adversaire. Alain Lancelot, dans son étude sur les attitudes définit que c'est une disposition ou une préparation à agir d'une façon plutôt que d'une autre. Elle est la probabilité d'un comportement donné dans un certain type de situation.[24]
- La disposition d'un vrai programme fondé sur les besoins et les aspirations de toute la population, sans discrimination. Ceux qui s'adonnent à la polémique et à l'attaque personnelle avouent par là-même l'incapacité à façonner un programme original, crédible, rencontrant effectivement les aspirations de la population.
- Le respect de l'ordre et de la loi. La compétition politique authentique a pour finalité de conquérir le pouvoir. Mais la conquête du pouvoir n'est qu'une étape intermédiaire, le pouvoir est un instrument pour porter la collectivité à un stade qualificatif plus élevé eu égard aux finalités de la démocratie déjà énoncées. Ce stade supérieur ne peut être atteint que si la collectivité nationale subsiste, persiste. Mais elle subsiste seulement quand ses remparts demeurent, soit l'ordre et la loi.

C'est pourquoi préconiser la subversion et la violence physique ne peut que desservir la démocratie et plus fondamentalement le pays. La violence représente le point de rupture entre le pouvoir politique et la société. Dans cette ordre d'idée, Kamto écrit que si le conflit est inhérent à la société humaine, la violence physique n'est cependant pas une nécessité sociale. Elle doit être l'ultima ratio d'une dialectique qui se veut d'abord négociation et conciliation.[25]

---

[24] LANCELOT (A.), *Les attitudes politiques*, 4è éd., 1974, pp. 6-7 in Philippe Braud, *Sociologie politique*, 5è éd., Paris, L.G.D.J., 2000, p. 238

[25] KAMTO (M.), *L'urgence de la pensée. Réflexion sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, éd. Mandara, 1994, p. 27

La démocratie ne peut s'exercer que dans la légalité et la violence est contradictoire avec le projet démocratique.

- L'éthique de la vérité, la bonne foi et la loyauté.

- Faute de respecter ces vertus qui doivent présider à la compétition politique véritable, les élites peuvent dériver et adopter des comportements qui dénaturent la démocratie même. Dans ce cas, l'on trouvera le dénigrement de l'adversaire, la calomnie,la médisance et l'intimidation de ses proches pour détourner les sympathisants ou les partisans des partis politiques.[26]

Enfin, l'élite doit être un homme d'honneur, respectueux des autres et même des adversaires, respectueux des engagements souscrits, capable de perdre et d'accepter loyalement sa défaite, capable de gagner sans écraser ni humilier son adversaire, capable même de partager sa victoire avec le concurrent malheureux quand l'intérêt du pays le commande.

C. NOTION D'ELECTION ET DE SYSTEME ELECTORAL

1. Notion d'élection

a. Définition

Etant donné que le phénomène électoral est une branche du droit et de la science politique, il exige, pour sa bonne compréhension, la connaissance préalable de certains concepts aussi bien politiques que juridiques tels que la démocratie, la pratique politique ainsi que le mode de scrutin.

Etymologiquement, le terme « élection » dérive du mot « electio » qui tire lui-même son origine du verbe « elegere » et signifie choisir, élire [27] sur les plans politique [28] et juridique [29]. Il s'agit du choix par le vote, de représentants par l'intermédiaire desquels le peuple participe au pouvoir politique dans un Etat qui se veut démocratique.

---

[26] RUKINGAMA (L.), *La crise ethnique au Burundi ou les avatars d'une gestion de conflits*, in colloque sur la liberté académique, recherche et gestion de conflits dans les pays des Grands Lacs, Arusha, Tanzanie 4 - /9/1995, p. 2, in RUTIKANGA, *Crise d'octobre 1993 : Comportement politique*

[27] WARTBURG (V.) et BLOCH (G.), *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, P.U.F., 1975, p. 915

[28] DEBBASCH (C.) et DAUDET (Y.), *Lexique des termes politiques*, Paris, Dalloz, 1978, p. 102

[29] GUILLEN (R.) et alii, *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 1981, p. 175

Selon Maurice DUVERGER, l'élection est une institution politique ayant comme objectif la désignation des gouvernants par des moyens démocratiques ; c'est un procédé technique utilisé dans le choix des représentants en régimes démocratiques par opposition à l'hérédité, à la cooptation ou à la conquête violente (coup d'Etat) qui sont des moyens autocratiques [30].

A travers cette définition, nous constatons que cette notion d'élection est, dans ses origines, une réaction contre les vieux systèmes anti-démocratiques d'acquisition du pouvoir.

Lorsque le peuple choisit ses dirigeants par la voie électorale, il échappe à certaines pratiques comme l'hérédité qui est une forme selon laquelle le pouvoir s'acquiert par l'héritage. L'hérédité transpose en effet en droit constitutionnel le système de transmission des biens aux héritiers utilisés en droit privé : le pouvoir se lègue comme un élément patrimonial [31].

Aujourd'hui, l'hérédité n'est plus acceptée par l'opinion publique comme moyen de choix des dirigeants. Elle a cessé d'être « légitime » dans la plupart des pays africains en général et au Burundi en particulier.

Alors que l'élection consiste pour un collège à choisir en son sein ceux qui le gouverneront ou ceux qui le représenteront à un organisme délibératif ou consultatif, la cooptation consiste à choisir à l'extérieur du groupe qui le forme ceux qu'il juge les plus dignes ou les plus capables de le compléter, « soit qu'il s'agisse de remplacer un membre démissionnaire, exclu ou décédé, ou bien qu'il s'agisse d'étendre le collège ». [32]

Tous ces procédés sont employés dans le passé, aussi bien chez nous que partout ailleurs. L'élection diffère également de la nomination car cette dernière émane d'une seule autorité, le plus souvent d'une personne ou rarement d'un groupe de personnes.

D'autres acteurs, enfin, ont proposé de donner une autre définition du concept « élection ». Cette définition semble la plus simple et la plus réaliste.

---

[30] DUVERGER (M.), *Institution politique et droit constitutionnel*, Paris, P.U.F., 1955, p. 98

[31] JOEL (M.), *Droit public africain, institutions politiques, administratives et judiciaires*, Paris, les cahiers de l'Institut international d'administration publique, 1967, p. 48

[32] *La Grande encyclopédie*, Paris, Larousse, Vol. VII, 1973, p. 4191

Il s'agit d'une « Opération constituée par un ensemble de procédures, d'actes juridiques ou matériels par lequel les citoyens désignent leurs représentants ou participent à la prise d'une décision politique ». [33]

Ainsi, les gouvernants sont choisis par les gouvernés, au moyen d'élections sincères et libres. De la sorte, les élections légitiment le régime aux yeux de la population puisqu'elles permettent au public de choisir, avec une relative liberté, ses représentants.

Partant encore de cette définition, on comprend par « participation » la part de chaque personne à la vie politique de sa localité à travers les apports matériels et idéologiques. La participation au pouvoir politique est une prérogative allouée à toute élite locale de dire quelque chose ou de contribuer à la vie politique de son pays en général et de sa commune en particulier.[34]

Elle est directement liée au phénomène de socialisation politique qui tend à inculquer aux membres du système politique l'idée de leur appartenance au système et les valeurs et modèles de comportements sur lesquels repose le bon fonctionnement de celui-ci.[35]

Dans un système démocratique, la participation politique des élites locales s'exprime par le rôle qu'elles jouent dans la sélection des dirigeants et dans leur action à l'intérieur du système politique. Elles doivent se sentir concernées par la prise des décisions et plus généralement tous les aspects du fonctionnement du système politique.

b. L'électorat

Le mot « électorat » présente un double sens :

D'une part, l'électorat est tout le corps électoral. D'autre part, l'électorat est un droit politique, un droit d'exercer le vote, un droit d'élire. D'une manière générale, sont électeurs dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux majeurs jouissant de leurs droits civils et politiques. [36]

En effet, chaque électeur vote conformément à ses intérêts. Il vote pour celui des partis qui lui promet le maximum de satisfactions « crédibles » parce que l'électeur recherche dans la politique l'utilité maximale, comme le

[33] BADIE (B.) et GERSTLE (J.), *Sociologie politique*, Paris, P.U.F., 1979, p. 27
[34] LECA (J.), GRAWITZ (M.), *Traité de science politique*, T. II, *Les régimes politiques contemporains*, Paris, P.U.F ., 1985, p. 579
[35] LAVROFF (D-G.), *Le système politique français*, la Vè République, Paris, 3è éd, Dalloz, 1982, p. 25
[36] COTTERET (J.M.) et EMERI (C.), *Les systèmes électoraux* , Paris, L.G.D.J., 1970, p. 27

consommateur dans l'économie. L'électeur, supposé rationnel et parfaitement informé va comparer les gains, qu'il obtiendra de chaque parti s'il place celui-ci au pouvoir.

Dès lors, un parti obtient d'autant plus de voix qu'il fournit une plus grande quantité de biens collectifs. Il perd d'autant plus de voix qu'il augmente le montant des impôts nécessaires au financement de ces biens.

En conséquence, les partis choisissent leur stratégie en fonction de la structure de l'électorat présumée ou connue. Le parti s'alignera et se modèlera sur son électorat réel ou potentiel. Pour mieux faire, chaque parti ajuste son programme et sa politique afin de maximiser le nombre de voix.

2. Le système électoral

a. Evolution des techniques de vote

Les techniques de vote ont évolué dans le temps et dans l'espace. En effet, dans l'antiquité grecque, il y avait de grandes et de petites assemblées d'électeurs réunis en un même lieu et la désignation par le public était effectuée soit par acclamation, soit par un simple vote public.

De même, à Sparte, l'élection se faisait par acclamation. L'ordre de présentation des candidats au public était réglé par tirage au sort. Les scrutateurs étaient enfermés dans un local où ils ne pouvaient pas voir les candidats.

Etait proclamé élu le candidat dont les partisans avaient fait plus de bruit.[37] Progressivement, l'usage du bulletin de vote se répandait en même temps qu'étaient instituées les techniques garantissant le secret et la liberté du vote.

b. Mode de scrutin

En démocratie politique, le droit de vote est donné à la grande partie de la population. Mais les conditions d'exercice de ce droit et en particulier les procédures de la compétition électorale façonnent et déterminent les conditions d'exercice de la démocratie.

Selon Maurice DUVERGER, les modes de scrutin sont les modalités de calcul des résultats électoraux selon lesquels est aménagé l'exercice du vote. Ils sont indispensables pour désigner les élus car les élections supposent des règles

[37] La *Grande encyclopédie*, Paris, Larousse, Vol. VII, 1973, p. 4191

permettant de calculer comment les suffrages favorables aux candidats déterminent ceux d'entre eux qui sont élus [38].

Ainsi, les modes de scrutin varient selon leur déroulement, l'étendue de la circonscription, la procédure d'attribution des sièges. On distingue alors le scrutin uninominal et celui de liste ; le scrutin majoritaire et proportionnel.

1° Scrutin uninominal et scrutin de liste

Pour le scrutin uninominal, l'électeur ne vote que pour un candidat et chaque bulletin de vote ne peut porter qu'un seul nom.[39] Le scrutin uninominal suppose une circonscription dont la dimension rapproche les candidats des électeurs. S'il présente l'intérêt de porter le choix sur un candidat, on l' accuse de favoriser les pressions (des dirigeants administratifs, des groupes divers). Les attachés locaux du candidat sont de nature à influer sur le choix des électeurs. Ainsi, ce type de vote aurait l'inconvénient de ramener la compétition politique à une compétition entre les individus sans mettre en exergue les programmes qu'ils défendent.

Dans la seconde modalité, le scrutin de liste, chaque électeur vote pour une série de candidats inscrits sur un même bulletin ou sur une même liste, c'est-à-dire dans chaque circonscription le parti politique dresse une liste de candidats ou même indépendamment des partis politiques, des personnes se constituent des listes lesquelles sont présentées telles quelles aux électeurs.[40]

Ainsi, plus approprié aux circonscriptions plus étendues, le scrutin de liste aurait le mérite de faire de la compétition électorale non plus une compétition entre les individus, mais un affrontement d'idées

Cependant, le scrutin de liste peut limiter la liberté de choix de l'électeur qui se voit obligé de voter pour une série de candidats parmi lesquels peuvent figurer ceux qu'il ne préfère pas. En plus, si l'ordre sur la liste ne lui convient pas, il n'y a pas moyen d'intervertir l'ordre des noms afin d'user d'un vote préférentiel.

2° Le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle

---

[38] DUVERGER (M.), *Les institutions politiques*, Paris, P.U.F., 11è éd., p. 142

[39] NTUKAMAZINA (S.), *Le système électoral du Burundi : Analyse de la législation électorale de 1982*, Mémoire, U.B., Faculté de Droit, Bujumbura, 1988, p. 27

[40] *Ibid*, p. 28

Le scrutin majoritaire est celui dans lequel est déclaré élu le candidat qui a obtenu le plus de voix. Ce type de scrutin comporte lui-même deux variantes parce qu'il peut être à un ou deux tours (le scrutin majoritaire).

Le scrutin majoritaire à un tour est utilisé dans les démocraties anglo-américaines où les sièges à pourvoir sont attribués aux candidats qui recueillent le plus de voix, peu importe au demeurant, que la majorité soit relative. On peut dire que l'élection a eu lieu à la pluralité des voix.

Au contraire, le scrutin majoritaire à deux tours est utilisé surtout dans les systèmes français. Il est nécessaire pour être élu d'obtenir la majorité absolue, c'est-à-dire plus de la moitié des voix. Si cette majorité n'est pas atteinte, il y a ballottage et il est procédé à un second tour de scrutin à l'issue duquel il suffit d'avoir la majorité simple pour être élu [41].

Dans ce cas, la majorité relative des voix suffit pour être élu. Celui qui a le plus de voix est élu, à condition qu'il bénéficie d'une pluralité de suffrages.

Quant à la représentation proportionnelle, chaque liste de candidats obtient un nombre d'élus plus ou moins proportionnel à celui des voix qu'elle a réunies. Cette modalité permet à chaque liste de candidats d'obtenir un nombre de sièges proportionnels au pourcentage de ses suffrages. Mais si le principe de la représentation proportionnelle est simple, les modalités de son application sont fort complexes. Cette complexité se situe au niveau de l'expression du vote par l'électeur mais aussi et surtout au niveau du calcul du nombre de sièges [42].

Ces différents modes de scrutin sont donc des moyens de dévolution du pouvoir aux partis vainqueurs en compétition.

Les institutions démocratiques citées ci-haut introduites dans la société burundaise correspondent à un système représentatif au sens large du terme. Les organes dirigeants, bien que non élu, étaient traditionnellement reconnus comme des représentants de la population. L'élément nouveau, qui n'est pas encore présent dans les traces de l'histoire politique du Burundi, est l'institution électorale.

3° Influence d'un mode de scrutin sur la vie politique

Un mode de scrutin ne peut pas créer à lui seul une situation politique, mais il peut tout au plus l'influencer. Cette influence se fait directement sur la représentation parlementaire et sur les partis politiques.

---

[41] CADART (J.), *op. cit*, p. 227
[42] *Ibid*, p. 222

Concernant l'influence sur la représentation parlementaire, le scrutin uninominal et celui de liste sont généralement observés dans les régimes à parti unique où la compétition entre les candidats aux élections d'un seul parti est ouverte. Ils sont également pratiqués dans les systèmes bipartites.

La représentation proportionnelle est un système pratiqué dans les régimes de plusieurs partis. Ce scrutin est plus juste, plus équitable parce qu'il donne à chaque formation politique un nombre de représentations proportionnelles à son importance dans le corps électoral. Mais il arrive des fois où l'égalité et l'équité entre les différentes formations politiques ne sont pas respectées et le système se révèle ainsi inefficace.

De même, le système majoritaire préoccupé d'efficacité peut garantir mieux les majorités parlementaires homogènes et assurer la stabilité ministérielle [43].
Ainsi, dans les régimes bipartisans, il peut aboutir à la très grande représentation parlementaire du parti vainqueur au détriment du vaincu.

En ce qui concerne l'influence sur les partis politiques, la représentation propositionnelle permet de renforcer la discipline des membres d'un parti politique. Ces membres doivent se placer en bonne position sur la liste pour pouvoir bénéficier du siège. Cette modalité est pratiquée dans un système de multipartisme. Le citoyen vote pour le parti qui exprime le mieux ses convictions sachant, qu'en tout état de cause, sa voix ne sera pas perdue et qu'elle permettra l'élection d'un ou de plusieurs candidats appartenant à ce parti.

Le scrutin uninominal et plurinominal et celui majoritaire inclinent au multipartisme tempéré par le jeu des alliances en vue d'aboutir au ballotage. Le scrutin majoritaire permet de favoriser les alliances, les blocs, et d'aboutir à une bipolarisation politique ; il gène les centristes parce qu'il repose sur l'idée d'un duel entre deux adversaires, l'élection triangulaire étant redoutée par tous les partis.

Après avoir placé l'élite locale dans son cadre général et avoir expliqué brièvement la notion de parti et d'élection, il est grand temps de nous lancer dans le vif du sujet, c'est-à-dire d'étudier la campagne électorale de 1993 en Commune Songa.

---

[43] VIGNY (P.), *Cours de droit constitutionnel*, Bruxelles, Bruylant, 1973, p. 201

CHAPITRE II : LA CAMPAGNE ELECTORALE DE MAI 1993 EN COMMUNE SONGA

0. INTRODUCTION

Dans ce chapitre, nous allons essayer de voir comment les candidats aux élections ont présenté la campagne électorale et de quelle manière ils ont pris position. La campagne présidentielle s'est identifiée au mois d'avril 1993. Elle a officiellement débuté le 10 mai pour prendre fin le 29 du même mois.[44]

En effet, la campagne électorale de mai 1993 a mis en compétition trois partis politiques. Il s'agit du parti UPRONA (ancien parti unique) conduit par le Président sortant Pierre Buyoya bénéficiant du soutien du RADDES, ANADDE (qui s'est retiré par après de la liste), P.S.D. et P.I.T. Ce parti prônait un discours axé principalement sur l'unité et la paix.

Le FRODEBU, Front pour la Démocratie au Burundi, agréé en 1992, avait donné comme candidat Melchior Ndadaye. Il était soutenu par le R.P.B. et le P.L.. Son discours était axé sur la démocratie et l'édification d'une nouvelle société.

Enfin, le Parti pour la Réconciliation du Peuple (P.R.P.) agréé en 1992 était conduit par Pierre-Claver Sendegeya. Ce parti faisait cavalier seul et était considéré comme un parti de moindre importance comparativement au FRODEBU et à l'UPRONA.
Tous ces partis politiques mentionnaient dans leurs programmes la lutte contre l'ethnisme, le régionalisme, l'injustice, etc. De plus, chaque parti s'engageait à défendre l'unité nationale, à promouvoir la démocratie et le développement et à garantir les droits de l'homme. Tout cela a été contredit par la pratique.

Les candidats aux élections ont sillonné presque toutes les communes du pays, plus particulièrement la commune Songa pendant trois semaines, parlant ainsi des mérites de leurs partis respectifs. C'est au cours de cette période que les attitudes des électeurs et des enjeux des chefs des partis politiques allaient se cristalliser autour de l'appartenance ethnique.

Pendant ces quelques semaines, les candidats aux élections ont tout fait pour mobiliser et convaincre les électeurs, en leur donnant des informations politiques. La compétition politique était basée dans ce cas sur des sensibilisations ethniques. Cela était devenu plus facile parce que nous sommes

[44] BARAGASIKA (L.), « Déclaration sur les prochaines échéances électorales », in *le Renouveau du Burundi*, n° 4070, du mardi le 20/4/1993, p. 3

en présence d'une population à l'esprit malléable. Des enseignements divisionnistes se propageaient dans la population par les élites locales de certains partis politiques qui jouaient le rôle d'intermédiaire, entre les chefs des partis politiques et la masse des électeurs.

Lors des meetings, les candidats aux élections consacraient une part importante de leur énergie à la diabolisation de l'adversaire et à faire des promesses démagogiques tout en passant par les élites locales.

A la veille des élections présidentielles, un fossé entre les militants du FRODEBU et ceux de l'UPRONA c'est-à-dire entre l'ethnie Hutu et l'ethnie Tutsi était déjà creusé dans presque toutes les Communes du pays y compris la commune Songa. Mais en commune Songa, ce climat de suspicion n'était pas aussi fréquent que dans les autres commune du pays.

La campagne électorale de mai 1993 a offert alors l'image d'une concurrence meurtrière pour le pouvoir entre les élites Hutu et Tutsi. Partant de cette période, le FRODEBU devenait dans la mentalité populaire le parti de la majorité Hutu et l'UPRONA celui de la minorité Tutsi. Cette campagne électorale qui a provoqué des menaces d'anéantissement mutuel entre les composantes ethniques de notre pays n'a pas beaucoup touché la commune Songa. La commune Songa est parmi les communes qui se sont retenus pendant la crise politique de 1993.

I. LES PARTICIPANTS

1. Les partis politiques

Les partis politiques se présentent comme des groupes dont l'objectif est la prise et / ou la conservation du pouvoir. Ils interviennent pour diffuser des valeurs et des modèles de comportements politiques et agissent dans la sélection du personnel politique.

Ainsi, au mois d'août et de septembre 1992, certains partis politiques furent agréés, s'ajoutant au FRODEBU et à l'UPRONA. Il s'agissait du Rassemblement du Peuple Burundais (RPB), de l'Alliance Nationale pour le Droit et le Développement (ANADDE), du Parti Libéral (P.L.). Après leur agrément, les nouveaux partis rivalisèrent d'ardeur pour rejoindre le parti UPRONA dans la campagne de mobilisation.

En effet, le parti UPRONA bénéficiait d'une avance confortable sur les concurrents, du fait qu'il s'était lancé depuis bien des mois dans une campagne électorale. Il était le premier à avoir organisé ses assises jusqu'au niveau des

collines, ses permanences étaient installées dans toutes les provinces du pays, ses militants avaient droit aux finances abondantes de leur parti, car l'UPRONA était officiellement subventionné par l'Etat qui assurait gratuitement des véhicules du Ministère des Transports.

Les autres partis étaient moins lotis matériellement. Concernant les partis d'opposition, hormis le RADDES qui apparaissait aux yeux de tous comme un parti – satellite de l'UPRONA, s'ajoutait à la pauvreté matérielle les effets de la diabolisation politique. Le P.R.P., supposé parti monarchiste, était condamné de véhiculer des idées anti-républicaines.
Le P.P., le FRODEBU et le R.P.B. étaient donc taxés de « monoethniques ».

La concurrence entre ces partis politiques était très comparable à ce qui se passe sur le marché. Les partis étaient donc des entreprises concurrentes offrant des biens qui sont payés par l'électeur sous forme de suffrages. Pour ce faire, ils recourraient aux stratégies pour conquérir l'électorat assimilé à un marché. L'offre de ces partis était constitué de symboles et des éléments matériels.

Enfin, les partis politiques se faisaient concurrence à partir des programmes politiques qui comportaient des promesses matérielles et symboliques. Ces partis politiques faisaient recours aux stratégies pour fidéliser les électeurs. Quelques jours plus tard, les partis politiques se sont lancés à la conquête d'éventuels partisans. Dans cette logique de conquête, ils ont utilisé des moyens considérables.

Ces moyens sont, principalement, les élites locales, qui sont des gens d'un certain niveau d'instruction et en contact direct et permanent avec la population à laquelle elles inculquent le programme du parti. Ces élites locales devaient toucher un plus grand nombre de gens et permettaient aussi de faire la propagande du parti en vue d'obtenir beaucoup d'adhérents. En même temps, elles provoquaient des solidarités diverses entre partisans ou des cas de démissions chez les concurrents politiques.

2. Les élites locales

De manière très générale, toute personne ayant fréquenté les bancs de l'école peut se voir qualifiée d'élite locale au moins par ses compatriotes. La tendance que tous les scolarisés se prenaient pour des élites en exerçant d'ailleurs leurs prérogatives est grande. Ainsi, tous les finalistes des écoles secondaires ou supérieures sont des « élites » que le système de formation déverse dans la société. L'élite locale se distinguait aussi par ses compétences techniques spécifiques et d'abord par la maîtrise des savoir-faire dans la campagne électorale.

L'élite locale est celle qui réfléchit. Dans le cadre de la compétition politique, réfléchir signifie un acte solitaire posé par une personne qui a acquis de par sa formation des outils de raisonnement en vue de rechercher la vérité et d'éclairer les décideurs politiques et sociaux.

Certes, l'élite locale exerçait une activité où la pensée jouait un rôle plus important dans la campagne électorale. Les élites locales sont des facteurs du mouvement politique parce qu'elles introduisent, dans la vie collective, les idées, la recherche d'une finalité par les décisions qu'elles prennent et par des responsabilités qu'elles exercent.

Elles entraient en contact avec la population, prenaient la parole, rencontraient leurs concitoyens, rassemblaient les électeurs. Elles devaient alors avoir le sens du contact, être capables de simplicité, connaître la population de sa localité, s'informer de la situation et des préoccupations de chacun, suivre des activités associatives.

En commune Songa, les élites locales consacraient la grande partie du temps aux affaires proprement politiques et à faire participer la population à la campagne électorale. Elles tenaient des discours adaptés à la situation mais aussi en tenant compte des contraintes les plus complexes. Elles étaient à mesure d'intervenir sur les divers problèmes qui accaparaient l'attention de la commune.

Même si elles se contentaient souvent de reprendre des argumentaires élaborés par les chefs des partis politiques, elles disposaient d'un minimum de connaissances et d'informations, souvent de seconde main, sur toutes les questions sur lesquelles elles se prononçaient. Les élites locales ont beaucoup aidé les candidats aux élections en augmentant les adhérents aux partis politiques mais toutes des élites locales n'étaient pas impliquées dans la campagne électorale. Il y avait celles qui ne participaient pas dans les meetings des partis politiques.

A ce propos, Nonna Mayer et Pascal Perrineau écrivent que : « A partir du moment où certains agents sont spécialisés dans la lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir politique, les autres deviennent de simples spectateurs d'une compétition dont ils se trouvent objectivement exclus » [45].

Dans cette logique, la notion de participation politique est un leurre idéologique qui cache la coupure entre les activités de masse, propres aux dominés, et des activités spécialisées, propres aux dominants.

[45] Mayer (N.) et Perrineau (P.), *Les comportements politiques*, Paris, A. colin, 1992, p. 22

II. LE CONTENU DES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES EN LICE

1. Le contenu du discours-programme de l'UPRONA

« Il est évident que sans unité, il n'est pas possible de promouvoir l'essor politique, économique et social. Sans unité, il devient difficile de conserver la liberté individuelle et collective. Or, la liberté individuelle et collective perdue, l'indépendance nationale devient constamment menacée ou purement et simplement se perd » [46].

L'unité nationale est le socle indispensable sur lequel les Burundais devaient ériger la démocratie, la justice et le développement. Elle est donc le bouclier et le fondement du peuple burundais.

Le programme de l'UPRONA était fondé sur la consolidation de l'unité nationale contenue dans la charte de l'unité nationale. Elle se faisait par l'éradication de toutes les formes de division fondées sur les ethnies, les clans, la religion et le sexe[47].

Pierre Buyoya se proposait de gérer le Burundi de telle sorte que personne ne parle plus de discrimination, d'exclusion à base ethnique. Il s'engageait à régler tous les litiges, toutes les questions, tous les problèmes matériels et autres qui étaient encore en place et qui auraient été occasionnés par les divisions du passé.

Pour sauvegarder la sécurité, le candidat Pierre Buyoya comptait renforcer la politique de l'unité nationale qui consolidait un climat de paix et de sécurité dans le pays. Il devait donner des moyens suffisants aux institutions chargées de la sécurité comme les forces armées, la police, l'administration intérieure et la justice.

Tous ces moyens devaient être gérés dans le sens de l'unité nationale et ouverts à tout le peuple Burundais sur base d'égalité sans distinction aucune. Il s'engageait à favoriser la coopération entre les forces de sécurité, l'administration et la population. Il comptait poursuivre la politique de rapatriement des réfugiés en rétablissant dans leurs droits les gens qui avaient perdu leurs biens ou qui en avaient été spoliés injustement.

---

[46] *Rapport de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale*, Bujumbura, avril, 1989, p. 79

[47] UPRONA, *Programme du parti UPRONA*, Bujumbura, mai 1992

Au niveau de la politique également, il fallait défendre et promouvoir les droits et les libertés fondamentales de la personne humaine. Pour le candidat Pierre Buyoya, le respect des droits de l'homme est nécessaire pour asseoir une véritable démocratie.

A ce propos, il se proposait d'abord d'enseigner les droits de l'homme à la population et aux institutions chargées de faire respecter ces droits. Il fallait ensuite adapter la législation nationale aux exigences du respect des droits de l'homme.

Concernant le développement économique, le parti UPRONA était convaincu que le développement économique du Burundi devait partir du développement du monde rural où vit plus de 90 % de la population et qui fournit plus de 80 % des recettes d'exportation[48].

De plus, le parti UPRONA s'engageait à la privatisation des entreprises publiques pour les rendre rentables. Cependant, la faiblesse de l'épargne, le coût social de la privatisation au niveau des pertes d'emploi étaient des contraintes qui existent et auxquelles on apportera des solutions

2. Le contenu du discours-programme du FRODEBU

Le programme politique du FRODEBU était présenté en quarante-six propositions articulées en trois domaines : le domaine politique, le domaine économique et le domaine socioculturel.

Ainsi, le programme politique du FRODEBU, comme celui des autres partis agréés, se limitait autour des principes de développement. La population retenait de ce programme « le changement », « Uburundi bushasha » (« le Burundi nouveau »[49].

Sur le plan politique, le parti FRODEBU se proposait de mettre en place un Etat démocratique tout en mettant sur pied une révision de la constitution et de la loi communale. La promotion et le respect des droits de la personne humaine sera mise en place et un accent particulier sera porté sur la suppression de la peine de mort.

---

[48] Extrait du discours-programme de Pierre Buyoya, Cassette audio-visuelle RSH 002, R.T.N.B., Bujumbura, 1993

[49] Extrait du discours-programme de Melchior Ndadaye, Cassette audio-visuelle RSH 018, R.T.N.B., Bujumbura 1993

Le candidat Melchior Ndadaye s'engageait à faire la révision du rôle et du fonctionnement des forces de l'ordre en différenciant les missions de l'armée et de la gendarmerie.

Le recrutement d'éléments féminins dans l'armée sera mis en place. Il se proposait également d'étudier la question des réfugiés tout en mettant en place une commission nationale de rapatriement et d'accueil ayant un pouvoir juridictionnel pour régler les litiges liés au patrimoine immobilier et mobilier. La tolérance des opinions, la liberté d'expression et le respect d'autrui restaient au centre des préoccupations de ce parti[50].

Sur le plan économique, le parti FRODEBU s'engageait à privilégier les investissements destinés au secteur primaire, notamment l'agriculture et l'élevage, soit 50 % des ressources nationales. Dans ce cas, le FRODEBU se donnait la mission de veiller à ce que les investissements productifs soient suffisamment importants par rapport aux investissements de complaisance. Le système de vulgarisation agricole devait être appliqué à tout le pays. Pour accroître la production vivrière, le FRODEBU se proposait de mettre sur pied une fabrique de traitement d'engrais chimiques.

Sur le plan socioculturel, le parti FRODEBU promettait des facilités pour acheter des médicaments en donnant les cartes d'assurance-maladie à toute la population et la formation du personnel de santé. L'amélioration des logements et la création de l'emploi étaient sa priorité. Concernant l'emploi, il s'engageait à planifier les ressources humaines, à mettre en place des systèmes de formation et de perfectionnement professionnel[51].

Au niveau de la formation intellectuelle, le candidat Ndadaye se proposait de rendre accessible l'enseignement de base et de mettre à la disposition du marché du travail un personnel qualifié.

Enfin, Ndadaye promettait que toutes les femmes seraient associées dans tous les secteurs de la vie nationale, politique et économique du Burundi y compris dans les corps de défense et de sécurité [52].

C'est ainsi que le parti FRODEBU se donnait la mission d'égaliser les sexes devant l'emploi. Cependant, les propagandistes n'ont pas mis en compétition les idées et les programmes. Ils se lançaient dans la diabolisation mutuelle et dans la cristallisation des esprits autour de leurs ethnies ou de leurs partis.

---

[50] GUICHAOUA (A.), *Les crises politiques au Rwanda et au Burundi (1993-1994)*, Paris, Karthala, 1995, p. 544
[51] FRODEBU, *Programme du parti FRODEBU*, Bujumbura, 1992
[52] *Renouveau* n° 4105 du 1er juin 1993, p. 13

3. Le contenu du discours-programme du P.R.P

Le programme du Parti pour la Réconciliation du Peuple (P.R.P.) était fondé sur la réconciliation du peuple burundais dans toutes ses couches et composantes. Le P.R.P. comptait réconcilier les ethnies, les régions et détruire toutes formes de divisions qui ont miné la population burundaise. Cette réconciliation était fondée sur la justice, l'équité, l'acceptation de l'autre et la tolérance.

Le P.R.P. était convaincu que la population devait s'adapter aux changements, en passant par la vie démocratique pour accéder au pouvoir. Il voulait restaurer l'Ubushingantahe à la base du système judiciaire et administratif. La politique du P.R.P. était basée sur trois piliers importants et complémentaires : la justice, l'éducation, l'agriculture et l'élevage [53].

Les candidats du P.R.P. voulaient innover dans le domaine de l'agriculture. Il s'engageait à donner à chaque paysan burundais deux vaches. Au niveau du développement rural, il se proposait de donner des chaussures à toute personne qui n'en avait pas.

Ces promesses symboliques aussi bien de l'UPRONA que du FRODEBU ont accéléré le niveau de participation aux élections, et 80 % des personnes de la commune Songa qui ont fait l'objet de nos enquêtes déclaraient avoir participé à la campagne électorale de juin 1993.

Le même effectif (80 %) déclarait avoir entendu les trois candidats aux élections diffuser les programmes de leurs partis politiques [54].

---

[53] P.R.P., *Programme du P.R.P.*, Bujumbura, 1992.

[54] Enquête orale auprès de Tsembeyeko (M.), 53 ans, Directeur de l'école primaire de Rutundwe, commune Songa, le 8 novembre 2004

III. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE PAR LES CANDIDATS AUX ELECTIONS ET LE ROLE JOUE PAR LES ELITES LOCALES.

1. Les thèmes de la propagande

a. La démocratie au service de l'unité nationale

Pendant la campagne électorale, l'unité nationale a constitué une donnée fondatrice de tout système d'organisation politique valable, de la démocratie en particulier. Pour le parti UPRONA, l'unité nationale a été une condition, un préalable à la forme démocratique de gouvernement.

Le parti FRODEBU a trouvé que l'unité est la résultante de politiques sociales, de partage et de démocratie d'où celle-ci devait lui servir de levure[55].

Les partis FRODEBU et UPRONA ont été tous d'accords que la démocratie devait être le ressort pour plus d'intégration, pour plus de cohésion de la nation, notamment par la sauvegarde de la paix et de la sécurité pour chaque citoyen et pour la communauté toute entière. La démocratie devait donc maintenir, promouvoir et développer l'unité nationale sur laquelle elle a pris racine.

Mais lors de la campagne électorale, l'unité nationale a fait l'objet de diverses critiques, de diabolisations de toutes sortes.

Les propagandistes du FRODEBU et leurs alliés accusaient le parti UPRONA d'avoir impunément violé la Charte de l'unité nationale et institutionnalisé le racisme ethnique, le régionalisme et le clanisme du pouvoir politique.

Selon les élites locales du parti FRODEBU, l'UPRONA a été injuste envers les Hutu et les Twa, faisant des uns des envahisseurs et des seigneurs et, des autres, des citoyens authentiques mais asservis. Cette idéologie a fait des ravages dans les esprits des élites en créant des frustrations et des barrières psychologiques à l'unité.

Par conséquent, l'UPRONA n'avait pas de leçon d'unité à donner aux autres. A ce propos, le référendum sur la charte de l'unité nationale était fort instructif : les partisans de la division et de l'exclusion n'avaient pas tous désarmé. L'unité demeurait un enjeu majeur.

---

[55] BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Tome II, *La dynamique politique*, Paris, L.G.D.J., 1968, p. 44

Enfin, aucune démocratie ne pouvait s'organiser sans l'unité. Le système démocratique à instaurer devra par conséquent mettre en place des stratégies et des mécanismes pour renforcer le fondement de l'unité et minimiser, faute de les éradiquer, les facteurs de division.

Par une campagne d'intoxication savamment orchestrée au sein des masses rurales, le parti UPRONA et FRODEBU ont véhiculé toute une propagande basée sur la haine ethnique. Ici apparaissait une nouvelle donnée importante dans le développement des forces de divisions, à savoir l'organisation de l'intoxication à grande échelle. Manipulant un faux discours et sans s'embarrasser de contre-vérités, les éléments divisionnistes ont tenté d'accréditer devant l'opinion internationale l'image d'un Burundi déchiré par une lutte fratricide implacable, où les ethnies s'entredéchiraient, à cause de discriminations ethniques de toute nature.

b. Entreprendre un développement efficace

Les candidats aux élections ont pris conscience de l'ampleur du sous-développement de leur pays. Ils sont convaincus que le développement n'était pas possible si un groupe social n'imposait pas l'effort nécessaire à la réussite. La création d'une véritable mystique du travail et du développement devait aboutir à l'adhésion volontaire et à l'enthousiasme des masses.

Ainsi, le parti UPRONA s'engageait à canaliser toutes les forces vives et toutes les ressources en vue d'un développement rapide du pays. Il mobilisait les masses pour la rénovation du monde rural, entretenait l'enthousiasme collectif, faisant naître le besoin interne du progrès, créait de nouvelles conditions psychologiques, permettait à la population rurale de se mettre au rythme de la production exigé par l'état des besoins[56].

A ce propos « la tâche est immense. Pour la mener à bien... il nous faut auparavant, susciter la foi de notre peuple en son destin et rassembler toutes les énergies dans l'enthousiasme. Il faut que les élites comprennent le rôle qui est le leur et assument leurs responsabilités ».[57]

[56] Meeting de l'UPRONA à Gitega, le 9 mai 1993, cassette audio-visuelle RSH 040, R.T.N.B., Bujumbura, 1993

[57] MAHIOU (A.), *L'avènement du parti unique en Afrique noire, l'expérience des Etats d'expression française*, Paris, Librairie Générale du Droit, 1968, p. 160.

Le candidat du FRODEBU voulait renouveler l'agriculture et ce renouveau résidait dans la modification du mode d'exploitation de la terre. Il se proposait de fondre les petites exploitations dans des exploitations à caractère individuel ou collectif en vue de les appuyer tant au niveau financier que matériel par des structures de promotion. Il encourageait tous ceux qui voulaient investir dans le domaine de l'agriculture en se proposant de supprimer les taxes et droits d'entrée pour tous les intrants agricoles d'élevage[58].

2. Propagandes politiques et mobilisation

a. Politisation des antagonismes sociaux

La mobilisation autour du vote était caractérisée par l'affrontement de groupes en conflit. Elle tenait compte du rassemblement des mécontents, victimes « d'injustices » en matière politique et économique.

« Les mobilisations sont l'occasion d'une diffusion étendue de croyances et d'idéologies concernant l'organisation politique de la société, des temps où les affrontements sociaux sont présentés comme des conflits sur les finalités de la lutte politique » [59].

D'un conflit de représentation du pouvoir, les mobilisations portaient sur les relations existant entre les Hutu et les Tutsi. Le discours du parti UPRONA et FRODEBU était quasi « politico-ethnique ».

Les propagandistes du FRODEBU, marqués par les injures verbales de l'UPRONA, leur rendaient la pareille en politisant tous les mécontentements des membres du parti FRODEBU et les difficultés rencontrées lors de son opération dans la clandestinité. Ainsi, pendant le meeting du 09 août 1992, le candidat du FRODEBU déclarait ceci : « .....muri iyo myaka yose inziraguhemuka mwaraturubitswe, mwaranganjwe. Benshi barabagoye mu vy'akazi, muragira ingorane nyinshi ».
(.....Pendant toutes ces années, vous les frodebistes, avez été tourmentés, exilés. Beaucoup d'entre vous ont eu des problèmes d'embauche et bien d'autres encore) [60].

---

[58] FRODEBU, *Programme du parti FRODEBU*, Bujumbura, 1992

[59] LAGROYE (J.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, p. 308.

[60] Extrait du discours de Melchior Ndadaye au meeting du 9 août 1992

Pour le FRODEBU, sa stratégie était basée sur le réveil des sentiments ethniques pour gagner le cœur de tous les Hutu comme le souligne Julien NIMUBONA :

« En fait, le travail du FRODEBU consiste à ne pas crier haut l'ethnicité comme le fait son rival. Mais, il le fait d'une façon intelligente en rappelant constamment à la population les événements malheureux qu'a connus le pays »[61].

Le parti FRODEBU accusait l'UPRONA d'être responsable de tous les malheurs qui ont frappé ses partisans. Il n'a pas manqué de qualifier de catastrophique les trente ans de pouvoir de l'UPRONA. C'est-à-dire que son pouvoir était caractérisé par les errances politiques enregistrées depuis 1966. L'UPRONA était qualifié en outre de maître des oppresseurs des Hutu.

D'un côté, le FRODEBU, pour discréditer l'UPRONA considéré comme un parti des Tutsi, justifiait le mécontentement des Hutu comme étant le fruit de leur exclusion depuis longtemps. De l'autre, l'UPRONA politisait les antagonismes sociaux en désignant le FRODEBU comme un « parti Hutu qui rêvait d'exterminer les Tutsi »[62].

Les dénonciations réciproques confèreraient à la propagande un caractère violent où chaque candidat à l'élection rencontrait un moyen d'avilir son adversaire politique. A ce propos, Lucien SFEZ écrit que la propagande est « un instrument de pédagogie politique ».

Les fins poursuivies par la propagande sont d'une autre nature : c'est une arme de combat politique considéré sous sa forme la plus virulente. On l'imagine utilisée en temps de guerre en vue de démoraliser l'adversaire et de mobiliser ses propres soutiens : elle a recours au mensonge, aux truquages, à l'affabulation, à la calomnie, à la rumeur, à la désinformation » [63].

L'enjeu de la propagande sera toujours le pouvoir : celui que l'on veut conserver, conforter, celui que l'on veut conquérir, voire celui que l'on veut détruire. Cette forme de propagande fondait son action sur la malléabilité des individus auxquels elle s'adressait.

---

[61] NIMUBONA (J.), *Election présidentielle du 1er Juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique*, Université de Bordeaux I, Faculté de Droit et des Sciences Sociales et Politiques, 1994, p. 115

[62] *Ibid*, p. 141

[63] SFEZ (L.), *Dictionnaire critique de la communication,* Paris, P.U.F., 1993, p. 1336.

b. Ethnisation de la campagne électorale

Les candidats aux élections exploitaient la donne ethnique pour accéder au pouvoir.

En effet, la compétition politique était basée sur des mobilisations ethniques. Et cela est devenu plus facile car nous étions en présence d'une population à moitié analphabète qui comprenait plus aisément les critères d'ethnie, de région que tout autre programme.

Nous avons relevé des slogans que certains membres du parti UPRONA et FRODEBU utilisaient pour témoigner de cette ethnisation. Les membres du FRODEBU disaient aux Upronistes qu'ils devaient retourner en Egypte et en Somalie tandis que ceux de l'UPRONA répliquaient en disant que les frodebistes seraient contraints à l'exil et au veuvage[64].

Tous ces slogans mettaient un accent sur la diabolisation ethnique et la campagne se déroulait ouvertement sur les mobiles partisans. Dès lors, le candidat de l'UPRONA décida de médiatiser au maximum les travers divisionnistes du parti FRODEBU. C'était pour le rendre antipathique et éveiller au sein de la population une méfiance envers ce parti. Dans cette logique, le parti UPRONA publiait un inventaire de 175 pêchés du FRODEBU.

Les membres du FRODEBU réagissaient en disant que « là où le pouvoir UPRONA pratiquait une exclusion sociale, politique et économique savamment menée à l'endroit de cette partie de la population, un autre courant politique tendait de rallier les Hutu pour les entraîner dans la lutte non moins violente » [65].

Certains extrémistes professaient l'inégalité et la préséance d'une ethnie sur l'autre pour cause de la naissance ou du nombre. Ils s'emprisonnaient dans des complexes de supériorité ou d'infériorité, complexes qui inspiraient des comportements d'hostilité mutuelle sans aucune explication rationnelle. Les élites ont parfois recruté les « partisans » en flattant les sentiments d'appartenance, en se faisant passer pour leurs « défenseurs », en promettant monts et merveilles.

---

[64] NKURUNZIZA (C.), Essai *d'analyse sur les partis des forces de changement démocratiques au Burundi (1993-1996)*, Bujumbura, U.B., FLSH, 1996, p. 63

[65] NTIBANTUNGANYA (S.), « un prisonnier face à son geolier », *in L'aube de la démocratie* n° 18 du 1er au 15 Mai 1993, p. 3.

En réalité, nous avons assisté à une instrumentalisation éhontée du peuple, remorqué uniquement pour faire valoir l'ambition et la cupidité de certaines élites.

c. Conscientisation clandestine de la population

La conscientisation désigne l'effort accompli par les personnalités ou des groupes, en vue d'amener les hommes à comprendre que leur condition est tributaire de la politique. En fait, il s'agit de les convaincre que les difficultés qu'ils rencontrent peuvent être résolues par un combat politique. La conscientisation diffère de la politisation parce que la première trouve son aboutissement logique dans la révolution, tandis que la seconde peut s'accommoder de réformes [66].

Dans le cadre de notre travail, nous évoquons le terme de conscientisation clandestine pour signifier les prédications faites auprès des populations Hutu, pour leur faire croire que toutes les difficultés rencontrées, les souffrances endurées, la très faible représentativité des Hutu dans l'administration relevaient de la politique de l'UPRONA c'est-à-dire des Tutsi qui voulaient les opprimer.

Pour se sortir de cette mauvaise situation, le candidat du parti FRODEBU disait qu'il fallait prendre d'abord conscience de son ethnie qui était longtemps « mise en quarantaine » et évincer le chef de l'oppression par les élections.

A travers cette conscientisation clandestine, la sensibilisation ethnique était véhiculée surtout par des arguments nécrologiques faisant référence à la crise de 1972 et 1988 à Ntega et Marangara.

A cet ordre d'idées, Séverin Bacinoni de la colline Rubanga, commune Songa en province Bururi nous dit : « on nous posait les questions suivantes : Quel Hutu n'a pas perdu un des membres de sa famille en 1972 ? . Ces Tutsi à qui vous voulez accorder des voix, retenez que leurs militaires ont exterminé des Hutu en 1972 et à Ntega et Marangara en 1988. Souvenez-vous que ce Buyoya est un Tutsi et de surcroît, militaire »[67].

---

[66] BURDEAU (G.), *Traité de Science politique*, Tome III, Vol. II : *La dialectique de l'ordre et du mouvement*, Paris, L.G.D.J., 1981, p. 157.

[67] BACINONI (S.), 48 ans, conseiller du chef de zone, commune Songa, le 14 novembre 2004. Il dit en Kirundi : « Batubaza bati : ninde muhutu atabuze umuntu n'umwe mu muryango wiwe muri 1972 ? Abo batutsi mushaka guha amajwi mumenye ko abasoda babo aribo bamaze abahutu muri 1972, no muri 1988 i Ntega n'i Marangara. Uwo Buyoya ni umututsi kandi akaba umusoda ».

Ces arguments ont un caractère de mensonge car tout Hutu n'a pas nécessairement perdu un membre de sa famille en 1972. C'était pour amener tous les Hutu à se révolter contre les Tutsi et à cristalliser la haine ethnique.

Dans ce cadre d'idées, l'ethnisation s'interprète comme un mécanisme de sécurisation identitaire. Tout groupement humain est susceptible de l'utiliser pour se protéger contre les velléités d'un autre groupe. Face à une menace, n'importe qui, individu ou collectivité, puise en elle les moyens de sa défense.

A ce propos, Monseigneur Evariste Ngoyagoye, écrit que :

« Le processus de la prise de conscience peut conduire soit à une intégration dans un ensemble plus grand où les différences sont reconnues comme des complémentarités enrichissantes, soit à un radicalisme ethnique s'il s'accompagne d'une haine de l'autre. Le Burundi a plongé dans cette deuxième alternative » [68].

d. Mensonge, ruse et propagande

Tout parti politique visait à s'assurer l'adhésion d'un grand nombre d'individus à son projet de société et à son idéologie. Pour trouver cette adhésion, il devait recourir à la propagande politique.

Jean-Marie Denquin disait à ce propos que :

« Si l'idéologie constitue l'une des modalités d'existence des représentations politiques, la propagande politique constitue le moyen essentiel de diffusion..... la propagande est le seul moyen d'action volontaire susceptible de transformer de manière significative et à court terme les représentations politiques des individus » [69].

Ainsi, la propagande tenait à la fois du mensonge et de la ruse : pour le mensonge, elle manipulait les faits et imposait de fausses évidences, de fausses preuves ; pendant la campagne électorale, les hommes politiques, dans leurs discours, se servaient du mensonge.

Les acteurs politiques ne pouvaient pas accepter leurs calculs d'intérêts, leurs ambitions et leurs tactiques électorales. Ils ne pouvaient pas dire tout sur ce qu'on voulait faire, leurs attentes, mais le contraire pour défendre leur liberté de

---

[68] NGOYAGOYE (E.), « A propos de l'identité ethnique », in *Au cœur de l'Afrique,* T.L XI, n° 2-3, Bujumbura, Presses Lavigerie, avril-septembre 1995, p. 458.

[69] DENQUIN (J.M.), *Science politique*, Paris, P.U.F., p. 235

manœuvre. Pendant la campagne électorale, les hommes politiques avaient leur propagande sur des promesses utopiques pour obtenir le soutien des électeurs. Mais après la victoire, ces promesses n'étaient pas réalisées. On peut dire que : « L'homme politique finit par s'habituer à se mentir à lui-même, à vivre dans un univers fictif si bien que toute notion s'effondre : Il n'y a plus que des vérités relatives, adaptées, partielles, à fins tactiques, des vérités déformées, des vérités fictives, contrôlées ou manipulées, et on ne supporte plus de vérité vraie »[70] . Nous pouvons dire que l'homme politique annonce souvent des faveurs qui n'arrivent jamais.

Certains partis politiques avaient directement pour base l'utilisation de la ruse comme la diplomatie, l'espionnage, les services de renseignements et les services d'information. La ruse manipulait l'intelligence pour obtenir l'adhésion à une action ou à une doctrine. Elle était la meilleure servante de la propagande car elle savait à la fois toucher les âmes et jouer de l'apparence et de l'illusion. Ce qui importe ce n'est pas ce qui est ; c'est ce qu'on fait croire. Machiavel le dit clairement :

« un prince doit s'efforcer de se faire une réputation de bonté, de clémence, de piété, de loyauté et de justice ; il doit d'ailleurs avoir toutes ces bonnes qualités, mais rester assez maître de soi pour en déployer de contraires, lorsque cela est expédient ».[71]

Le mensonge et la ruse jouaient un rôle important aussi bien en politique qu'en période de campagne électorale mais ils ont eu aussi des conséquences. La conséquence d'une mauvaise campagne électorale était que les électeurs éprouvaient du dégoût, premier facteur de l'abstention électorale.

e. Conséquence de la campagne électorale

Pendant la campagne électorale, l'intoxication a atteint son paroxysme. Des haines interethniques sont mobilisées. Les militants du FRODEBU ont utilisé l'idéologie divisionniste pour dire que le Tutsi a dominé le Hutu pendant des siècles. C'était pour éveiller les Hutu pour qu'ils puissent se libérer et prendre leur revanche. Cela a été appliqué dans toutes les communes du pays en particulier en commune Songa. Les militants de ce parti ont semé la division ethnique entre la population en passant par les élites locales. En commune Songa, la mobilisation consiste à rendre compte que l'injustice a été longtemps portée à l'égard des Hutu en matière politique, économique et sociale.

---

[70] LENAIN (P.), *La chose politique*, Paris, Economica, 1988, p. 34

[71] Cité par FREUND (J.), *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965, p. 740

Vers la fin de la campagne électorale, deux groupes se sont formés : l'un des Hutu et l'autre des Tutsi. Mais on trouvait dans chaque groupe des membres des deux ethnies. Le FRODEBU était devenu le parti de la majorité Hutu et l'UPRONA celui de la majorité Tutsi.

Ainsi, un Hutu qui adhérait à l'UPRONA était considéré comme un traître qu'il fallait tuer. L'UPRONA était qualifié de parti discriminatoire qui a exclu les Hutu sur le plan administratif.

De plus, un Tutsi qui adhérait au FRODEBU était considéré comme un « ventriote », un égaré, un corrompu qui était à la recherche d'une fortune. A ce propos, Liboire Kagabo précise : « Le pouvoir entendu surtout dans son aspect politique est une valeur sociale de plus haute importance, dans la société burundaise. Il l'est d'autant plus qu'il est la voie la plus rapide et la plus facile d'enrichissement » [72].

Le FRODEBU était taxé par ses adversaires politiques d'être le prédicateur principal de la division ethnique grâce à ses enseignements divisionnistes qui se sont observés pendant la campagne électorale. Des insultes suivies de menaces d'anéantissements mutuels entre les Hutu et les Tutsi ont été entendues.

Ainsi, des haines interethniques pendant la campagne électorale étaient observées en commune Songa. C'était des enseignements reçus de la part des militants des partis politiques notamment ceux du parti FRODEBU et UPRONA. Même si la population de la commune Songa a mis en place l'intransigeance du sentiment ethnique, les massacres n'étaient pas fréquents. Les massacres connus en commune Songa ont été perpétrés par les rebelles venus des régions sud du pays en l'occurrence la province Makamba lors de leur passage dans cette commune. Le sentiment ethnique des ressortissants de la commune Songa se manifestait surtout en paroles et non pas en actes.

Le système discrimination a gagné le terrain des écoles et des collines. Selon Melchior Yamuremye, la campagne électorale n'a qu'une conséquence limitée sur les choix politiques. La majorité des électeurs se sont décidés bien avant l'ouverture de la campagne et sont restés fidèles à ce choix initial : un électeur sur deux savait pour qui il voterait en mai soit deux mois avant le jour de l'élection, un quart le savait dès la nomination des candidats présidentiels[73].

---

[72] KAGABO (L.), « La problématique des valeurs au Burundi » in *Au cœur de l'Afrique*, n° 4, 1992, pp. 536-537.

[73] YAMUREMYE (M.), 42 ans, enseignant, colline Mutsinda, commune Songa, province Bururi, le 08 novembre 2004

Pour lui, la campagne électorale avait quand même des avantages. Le plus important était la préparation des électeurs au vote.

Cependant, la question de l'unité nationale était devenue un mythe. Les jeunes se sont montrés virulents pendant cette radicalisation du sentiment ethnique. A chaque sortie pour la propagande dans les campagnes correspondait un ou plusieurs actes barbares : attaque de bus par les paysans fanatiques, des insultes de tout genre.

Bref, la campagne électorale de mai 1993 a été marquée par des sensibilisations ethniques qui, par conséquent, ont engendré la haine interethnique, des agressions réciproques de toute nature. Il s'agissait donc d'une concurrence meurtrière pour le pouvoir entre les élites Hutu et Tutsi. La nation burundaise a donc perdu son sens et son âme.

3. Le rôle catalyseur des élites locales dans la compétition politique

a. L'organisation de la Commune

Par organisation, on entend la mise de l'ordre dans des ressources diverses pour en faire un moyen au service d'une volonté à la poursuite d'un projet.

> « La commune ou la mairie peut en fonction de ses moyens financiers se doter d'autant de services que de besoin »[74].

Cet article nous fait comprendre que la législation n'est pas claire en ce qui concerne l'organisation propre à chaque commune. Chaque commune organise ses services en fonction de ses moyens financiers.

Les élites locales conservent un pouvoir de contrôle sur les actes de la population locale. Elles pouvaient par exemple révoquer la population ayant commis des fautes graves. Ces élites locales permettaient la participation des citoyens à la gestion des affaires qui les concernent.

Selon la loi, une Commune devait avoir un territoire bien déterminé, une population et des organes administratifs de gestion.

Les élites locales étaient des unités administratives de base par excellence. Ces élites locales étaient au premier niveau de l'administration à la base. Leur

---

[74] Décret-loi n° 1/011, du 08 Avril 1989 portant réorganisation de l'administration communale, in *BOB* n° 5/89 de 1989.

rôle était sans égal, étant donné qu'elles étaient en contact direct avec la population. Elles n'étaient pas indemnisées dans leurs fonctions.

La commune Songa, comme les autres communes du pays, s'organise autour du bien d'intérêt collectif et tout doit concourir à sa sauvegarde ou à sa mise à disposition pour tous. Les tensions autour du pouvoir étaient telles qu'il fallait trouver un système de gestion efficace. Les élites locales exerçaient leurs droits et assumaient leurs devoirs, d'abord dans leur environnement immédiat là où elles habitaient, et parfois là où elles travaillaient.

En commune Songa, les techniciens agricoles, médicaux ou vétérinaires, des enseignants à l'école primaire ou secondaire, des notables et des paysans alphabétisés constituaient en réalité la pierre angulaire de l'administration. Ils devaient contrôler le mouvement de la population et renseigner sur les irrégularités constatées.

Ils devaient mobiliser la population à participer activement et régulièrement aux réunions diverses tenues dans le cadre de l'administration de la commune et à faire des travaux qui se répartissaient au sein des zones appelés aujourd'hui des travaux communautaires. Ils devaient garantir l'ordre et la sécurité, garantir la justice sociale et promouvoir le développement intégral dans leurs entités administratives en traduisant en acte la politique du gouvernement et en suivant le programme. Les élites locales ont également contribué à la promotion de la démocratie, de l'unité nationale et de la réconciliation. Tout ce qui a été initié sur le plan politique n'aurait jamais abouti si les élites locales ne s'étaient pas investies.

Enfin, en commune Songa, depuis la campagne électorale jusqu'au jour des élections, les élites locales ont montré qu'elles étaient disposées à appuyer les pouvoirs publics et à aider la population à comprendre ce qui se faisait dans leur commune. Cette initiative a été appréciée par les Burundais tant de l'intérieur que de l'extérieur, la communauté internationale et les partis politiques.

b. La mobilisation de la population

Dans son étude sur les mobilisations, Jacques Lagroye en donne une définition en ces termes :

« Les mobilisations sont l'occasion d'une diffusion étendue de croyances et d'idéologies concernant l'organisation politique de la société, des temps où les affrontements sociaux sont présentés comme des conflits sur les finalités de la lutte politique » [75].

La mobilisation autour du vote avait comme signification politique la croyance aux promesses électorales des candidats lors de la campagne électorale. La croyance pouvait être revue à partir de la notion d'intérêt pour gagner les voix de la population.

Chaque élite locale participait à la vie politique de sa localité à travers les apports matériels et idéologiques. Ainsi « les institutions locales sont le siège de deux processus de mobilisation complémentaire qui mettent en jeu l'ensemble du système politique et ses modes de régulation : La participation politique des masses et la sélection du personnel politique »[76]. Les élites locales permettaient à la population de participer au fonctionnement du système politique. Elles les incitaient à voter, à militer éventuellement dans les meetings des partis politiques ou autres.

Pendant cette mobilisation de la population, les élites locales évoquaient la gestion désastreuse de l'Etat pour justifier les méthodes autoritaires et les exclusions qui caractérisaient le régime politique en place. Elles essayaient donc de démontrer que le pouvoir UPRONA avait exclu une partie de la population de la conduite des affaires.

De plus, la commune Songa s'était exclusivement arrogé le monopole du pouvoir sans aucune légitimité. Cette mobilisation est faite dans le but de recruter à la vie politique ceux qui désirent y être associés ou ceux qui, s'ils n'y étaient pas associés, risqueraient de mettre en péril la stabilité politique du système.

Ainsi, pour gagner les élections, le FRODEBU a eu l'ingénieuse idée de chercher les élites locales en nombre suffisant dans un groupe ethniquement majoritaire, « les Hutus ». Ces élites locales ont entrepris une mobilisation axée sur l'ethnie en vue de recevoir beaucoup de voix. Elles s'étaient mises à réactiver la haine interethnique et les sentiments identitaires pour gagner l'adhésion de presque toute une ethnie.

---

[75] LAGROYE (J.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, p.308.

[76] LECA (J.) et GRAWITZ (M.), *Traité de science Politique*, T.II., *Les régimes politiques contemporains*, Paris, P.U.F., 1985, P .579

Cette mobilisation des élites locales a fini par conférer au FRODBU une force extraordinaire qui lui a permis de remporter les élections tant au Burundi en général et en commune Songa en particulier avec 59,04 % sur 39,34 % du parti UPRONA. Ainsi, comme nous l'a confié E. Nindorera, la force du FRODEBU, c'est surtout la corde ethnique sur laquelle il a su tirer[77].

Les élites locales du FRODEBU étaient à majorité Hutu tandis que celles de l'UPRONA étaient de l'ethnie Tutsi, leurs agressions pouvaient avoir des mobiles ethniques. Elles pourraient avoir été le résultat des prédications « anti-militaires » faites par le FRODEBU lors de la mobilisation de la population comme le montre la pancarte avec laquelle les membres du FRODEBU aimaient défiler[78].

A contrario, la mobilisation du parti UPRONA étaient axée autour d'un thème central, l'unité et la paix. Le candidat de l'UPRONA pensait que l'unité et la paix devaient susciter l'adhésion de la majorité des Burundais.

Il se présentait à la population avec une affiche dans ses bras qui portait l'inscription « Tora BUYOYA, tora ubumwe n'amahoro » (« votez pour Buyoya, votez pour l'unité et la paix »)

En conclusion, la mobilisation suppose la conversion des aspirations confuses des masses en programmes et en politiques, la coordination des comportements et des activités. Le maintien et l'établissement d'un certain ordre public deviennent une nécessité pour la population même si ce n'est pas le cas pendant la période électorale.

c. La stabilisation et l'adaptation de la population

Cette fonction s'observait en partie dans des situations de compétition politique lorsque l'Etat voulait faire des changements. Dans ce cas, les élites locales étaient particulièrement conservatrices. Ce sont elles qui pouvaient stériliser les réformes imposées par les partis politiques. Mais cette capacité de résistance ne signifiait pas l'immobilisme. Les élites locales jouaient sur cette image de parti politique et se présentaient comme des hommes de consensus et de la stabilité.

---

77 NINDORERA (E.), 46 ans, Ex-Ministre des Droits de l'homme, des réformes institutionnelles et des relations avec l'Assemblée Nationale, Bujumbura, 12 novembre 2004.

78 NDIKURIYO (L.), « Déclaration du Bureau exécutif du Comité Central du Parti UPRONA », *Le Renouveau du Burundi*, n° 4042, 18 mars 1993, p. 5

Elles devaient mettre leurs compétences et leurs ressources personnelles au service de la collectivité en toute indépendance politique. Ainsi, la politique devenait un métier consistant en des activités différentes imposant à celui qui s'y consacrait d'entretenir des relations avec les interlocuteurs diversifiés. A ce propos, Easton écrit :

« Tous les systèmes comportent des membres qui s'expriment généralement au nom et à la place du système tout entier : nous pouvons les désigner comme des autorités » [79]

En commune Songa, les élites locales amenaient la population à être stable, à ne pas se chamailler entre elle par ce qu'elle était soumise à des réformes diverses lancées par les différents chefs des partis politiques. C'était les notables et les enseignants de l'école primaire en particulier qui étaient chargés de se mettre au milieu de la population pour mieux expliquer les doléances de cette dernière et les différents slogans des chefs des partis politiques. Ces slogans comportaient des significations différentes selon le camp dans lequel on se rangeait. Par exemple : « susuruka » (« réchauffez-vous ») : pour les membres du FRODEBU cette expression était lancée aux militants des autres partis surtout ceux de l'UPRONA pour dire qu'ils avaient froid et qu'il fallait se réchauffer avec l'apparition du soleil.

Mais, d'autre part, cette expression avait été d'usage au Rwanda en 1959 pendant ce qu'on a appelé à l'époque « la révolution sociale ». Elle était lancée aux Batutsi qui subissaient des massacres par des incendies interposées. En incendiant leurs maisons, on disait « susuruka » (« réchauffez-vous »).

Dans tout groupement humain, il y a des codes et des symboles auxquels font recours les hommes pour s'entendre. Le philosophe Aristote définit l'homme comme « un animal social et comme un animal doué de capacité langagière, c'est à dire symbolique »[80]

S'il n'y a pas l'intervention de ces élites locales en commune Songa, les membres du parti FRODEBU et du parti UPRONA pouvaient mener une bataille interminable. Elles initiaient donc la population sur la façon dont elle devait se tenir devant la propagande des chefs des partis politiques. Claude Levi-Strauss illustre bien ces propos quand il écrit : « une société est faite d'individus et de groupes qui communiquent entre eux »[81].

---

[79] Cité par Roger SCHWARTZENBERG, *Sociologie politique*, 3è éd., Paris, Montchrestien, 1977, p. .96

[80] GERSTLE (J.), *La communication politique*, Paris, P.U.F., 1996, p. 5

[81] LEVI-STRAUSS (C.), cité par SFEZ (L.), dir., *Dictionnaire critique de la communication*, vol. 2, Paris, P.U.F., 1992, p. 1653

Les élites locales de la commune Songa jouaient un rôle considérable dans la communication politique. D'une part, elles mettaient fin aux rumeurs en stabilisant l'information sous forme d'un véritable discours. D'autre part, elles inscrivaient le politique dans les formes du langage, et le rendait interprétable.

L'adaptation quant à elle vise à établir des rapports entre la population et les chefs des partis politiques en compétition. Cette fonction consiste pour la population à puiser dans les partis politiques les ressources qui lui sont nécessaires, à les transformer pour ses besoins et à offrir en échange ses propres voix.

Pour faciliter cette adaptation en commune Songa, les élites locales démontraient la complexité des choses et permettaient de comprendre la réalité. Un autre aspect qu'il faut relever concernait le degré de confiance envers les leaders des partis politiques. Les élites locales initiaient les gens à modifier les manières de penser et leur façon d'agir. Elles devaient avoir des qualités intrinsèques, être plus courageuses et intelligentes. Elles étaient avant tout des séductrices. On pouvait comparer les élites locales de cette commune à ce que Gustave Lebon appelle meneurs d'hommes (gens intelligents et instruits). Gustave Lebon écrit à ce propos : « le meneur d'hommes commence d'abord par séduire, et l'être séduit, foule ou femme n'a plus qu'une opinion, celle du séducteur »[82].

Les élites locales devaient s'adapter à des situations, à des logiques différentes, faire participer la population à des réunions de partis politiques, rendre visite à des œuvres sociales, apprendre à discuter avec des représentants de l'Etat ou des partis politiques. Les élites locales aidaient la population à s'adapter à son environnement et à ses contraintes. Elles visaient à maintenir la coordination entre les partis, la cohérence ou la « Solidarité » de la population, à protéger celle-ci contre les changements brusques et les divisions ethniques.

d. Le rôle d'intermédiaire entre les chefs des partis politiques et la population

En cette fonction s'exprime sans doute le rôle principal des élites locales, placées à la charnière de la société civile et de la société politique pour en assurer la liaison. Les élites locales occupent une position médiatrice stratégique entre le pôle central et la périphérie sociale. Elles commandaient les circuits politiques d'information vers les centres de décision gouvernementaux. Elles assuraient la protection des intérêts économiques et sociaux des populations locales.

---

[82] LEBON (G.), *Psychologie politique*, Paris, Flammarion, 1910 , p. 137

De même, les élites locales étaient en relation avec les forces politiques de sa région. Elles étaient à la base d'une société politique qui articulaient différents types de réseaux.

En commune Songa, les élites locales jouaient le rôle d'intermédiaire, de médiateur entre les électeurs et les autres partenaires notamment les autorités centrales ou les chefs des partis politiques. Elles avaient recours à l'affiche publicitaire et largement au développement de la communication en période des élections.

Cependant, les élites locales ne se contentaient pas d'être un simple relais; elles devaient avoir une bonne connaissance du milieu social qu'elles représentaient. Elles étaient des modérateurs de la société locale où s'active une pluralité d'acteurs politiques. Elles ont aidé les acteurs politiques à faire comprendre leurs idéaux et leurs projets à la population. C'étaient des hommes qui devaient organiser la compétition politique en fonction des données locales externes.

Elles étaient donc à la charnière d'un réseau relationnel liant la population et les chefs des partis politiques. Mais, ce faisant, on retombait dans le système de clientéliste dans la mesure où l'élite locale pouvait devenir le client des partis politiques dont elle cherchera les faveurs.

Comme d'aucuns le savent, les élites locales ont joué un rôle particulier dans l'avancement du processus démocratique. Ce sont des partenaires incontournables de la démocratie et de la bonne gouvernance. Les élites locales se sont toujours intéressées à la politique qui est souvent la commande de la société, c'est-à-dire que les élites locales parlent plus de la politique que d'autres choses. Cela étant tout à fait normal dans le sens où quand la politique va, tous les secteurs de la vie nationale suivent le rythme.

Les élites locales avaient essentiellement pour objet d'encadrer l'opinion, de faciliter la cohésion entre les chefs des partis politiques et la population et de coordonner l'action politique. Il est vrai que, dans l'exercice de cette fonction, l'attitude des élites locales varie selon qu'elles participaient au gouvernement.

Les élites locales de la commune songa intervenaient pour orienter la population et l'aider à bien choisir. Elles l'aidaient à se placer en situation de juger, raison pour laquelle les élites locales jouaient un rôle primordial d'influence sur les opinions et les actions des individus. Machiavel notait que : « il n'est pas nécessaire à un prince d'avoir toutes les qualités (...) mais il l'est

qu'il paraisse les avoir (...). Les hommes en général, jugent plutôt par leur yeux que par leurs mains, par tous étant à porter de voir, et peu de toucher ».[83]

Ainsi, les élites locales étaient celles qui diffusent l'idée qui traverse et lient la population. Il étaient chargés de mener une interaction entre la population et les hommes politiques.

Au-delà de leur rôle de chercher l'information et de la diffuser en temps utiles, les élites locales se sont comportées comme de vrais mobilisateurs. Leur rôle était également sujet à interprétations diverses selon le régime constitutionnel qui constituait le cadre de leur activité. Elles apparaissaient ainsi comme un agent indispensable de formation des idées de droit parce qu'elles obligeaient la population à se situer dans le groupe et à formuler clairement sa conception de l'ordre désirable

Enfin, les élites locales étaient des pourvoyeurs de services. Cette dimension psychologique et sociale a joué un rôle fondamental dans les relations entre l'autorité supérieure et pouvoirs locaux. Elles ont notamment contribué à faire de l'unité locale un lieu de démocratie considéré comme spécifique et privilégié. Les élites locales entraînaient une polarisation entre acteurs, comme l'accès aux pouvoirs politiques ou face aux ressources de la coopération au développement.

e. L'élite et la population : Logique du don et du contre-don.

Les chefs des partis politiques qui cherchaient la puissance pour eux-mêmes offraient aux adhérents et aux militaires des chances de réaliser leurs objectifs ou d'obtenir des avantages personnels. En échange des alliances ou des services que la population accordait aux chefs des partis dans leur lutte concurrentielle pour le pouvoir, celle-ci recevait des emplois, des honneurs et des biens.

En commune Songa, pendant la campagne électorale de 1993, les chefs des partis politiques promettaient à la population des biens et des emplois pour avoir des voix. Ces biens étaient des maisons de leurs voisins qui n'étaient pas inscrits au même parti politique. Les gens se disputaient de ces maisons de leurs voisins qu'ils occupaient s'ils venaient de gagner. On a également d'autres partis politiques qui promettaient des chaussures et des vaches pour gagner des voix de la population.

---

[83] MACHIAVEL (N.), *Le prince*, Traduction française de Jean-Vincent Péries (1825), Paris, Le monde en 10-18, Union Générale d'Editions, 1962, p. 73

Pour s'assurer du soutien des électeurs, le parti ou son représentant-candidat à l'élection pouvait prodiguer, comme l'écrit Ostrogorski « Mille faveurs qui impliquent le bonheur ou le malheur de toute l'existence de beaucoup de petites gens » [84].

La logique du don et du contre-don, forme fondamentale de l'échange entre l'élite et la population, n'implique pas que la première ne prenait pas en charge les demandes de la seconde ou tout au moins de certaines fractions de celle-ci.

Toutes ces promesses ne sont pas réalisées en commune Songa. C'était tout simplement la façon de motiver la population à s'adhérer aux partis politiques. C'est pourquoi Pierre Lenain écrit qu' « il n'y a pas de jeux politique sans mensonge ».[85]

Cependant, dans la mesure où la conquête et l'exercice du pouvoir plaçaient les différentes élites généralement divisées selon leur appartenance à un parti ou à une idéologie en situation de concurrence, elles devaient s'assurer des soutiens en jouant des besoins et des revendications de ceux qui constituaient leur clientèle voulue ou supposée.

J.F. Médard parle donc « d'un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes, le patron et le client, qui contrôlent des ressources inégales » [86].

On retrouve dans cette relation de part et d'autre une dimension affective où intervient l'action de reconnaissance. Le chef du parti échangeant contre des voix et un soutien politique la fourniture de l'emploi et intervenant auprès des administrations pour défendre les demandes de la population.

Ce réseau complexe d'échanges permet à l'élite d'entretenir des rapports d'intervention avec son environnement. Chacun reçoit de l'autre des éléments qui sont essentiels à son fonctionnement ; il leur offre en retour des voix.

---

84 Ostrogorski cité par GRAWITZ (M.) et LECA (J.), *Traité de science politique*, Tome III, *L'action politique*, Paris, P.U.F., 1985, p. 610

85 LENAIN (P.), *Op. cit*, p. 34

86 MEDARD (J-F), « Le rapport de clientèle : du phénomène sociale à l'analyse politique », *revue française de science politique*, février 1976, p. 103

Il y a donc un double échange. Ce genre d'offre se fait pour fidéliser une clientèle, stimuler la participation de la population et faire adhérer beaucoup de militants à leurs programmes de campagne. Les promesses faites par les uns et les autres rentrent dans une logique d'offre des biens politiques. Cette offre donc peut être symbolique ou matérielle mais aussi il y a une offre des biens individuels.

Ainsi, le FRODEBU axait sa propagande sur des promesses démagogiques. Les militants attendaient de la victoire des propriétés foncières, des maisons et du cheptel[87]. Le candidat Ndadaye promettait également le respect des droits de la personne humaine, la révision de l'organisation de l'armée qui passerait par la réforme des forces de défense et de sécurité. Il parlait d'un « Burundi nouveau » («Uburundi bushasha») où l'égalité entre citoyens sera désormais respectée.

Le candidat Pierre Buyoya promettait à la population un Burundi fondé sur l'unité et la paix de telle sorte que personne ne parle plus de discrimination, d'exclusion à base ethnique.

Les chefs des partis politiques qui ont sillonné la commune Songa promettaient à la population des cartes d'assurance-maladies et la lutte contre la pauvreté. S'agissant de l'emploi, les chefs des partis politiques promettaient la mise en place des systèmes de formation et de perfectionnement professionnel et technique permanent.

Parfois, ces hommes politiques promettaient tout à la population sans examiner les moyens, les rythmes de réalisation de promesses. La population, flattée et abusée, faisait confiance et appuyait le démagogue par son suffrage. Mais la désillusion est au bout du chemin ou du bulletin de vote.

L'électeur potentiel, pris par les promesses, les intérêts à poursuivre ou les prédispositions sociales préexistantes activées ou réactivées, se trouvait engagé dans un parti politique. La population réagissait donc à l'éventail des biens qui lui sont proposés (candidat, programmes). Elle était également influencée par la préférence éventuelle pour certaines marques (identification partisane) et par la pression de certains groupes de référence (voisinage, milieu professionnel, milieu familial).

En conclusion, les partis politiques sont donc des entreprises politiques qui cherchent à maximiser les votes en leur faveur et la population vote pour

---

[87] République du Burundi, collectif des partis politiques de l'opposition, *Le génocide d'octobre 1993*, Bujumbura, 1993, p. 15

celui qui leur procure le plus de bénéfices ou d'utilité au moindre coût. La population est capable de choisir entre plusieurs alternatives et de hiérarchiser ces alternatives en fonction de ses préférences.

Les réseaux factoriels reposent donc sur l'instrumentalisation d'une pluralité de processus sociaux parmi lesquels les relations de clientèle et l'appartenance ethnique occupent une place de choix.

4. Le comportement des élites locales lors de la propagande.

Le comportement des élites locales s'interprète comme la manière dont celles-ci se tiennent, se comportent au moment de la propagande. Cette disposition à l'égard de quelqu'un ou de quelque chose détermine l'adhésion ou le refus de l'individu envers une règle sociale.

Les élites locales voyaient en la propagande une transformation des mentalités et des conduites d'un groupe important d'individus. Elles étaient flattées par les candidats aux élections, comme quoi elles étaient entrain d'exercer directement leurs droits civils et politiques en élisant leurs dirigeants.

Les paysans ruraux voyaient en l'élection une corvée dont il fallait à tout prix se débarrasser. Ainsi, il faut noter la pression exercée par les autorités locales qui peuvent passer de la simple « conviction » à la menace. Les paysans ruraux se retrouvent effrayés alors que, certaines élites locales, non seulement échappent à ces pressions, mais aussi savent nuancer cet exercice des droits de vote qu'ils peuvent exercer ou non.

Ainsi, le comportement électoral est analysé comme la résultante d'un champ de forces psychologiques, qu'ils mesurent le plus près possible de l'élection considérée. Pour prévoir le comportement des élites locales, il suffit de connaître l'orientation et l'intensité de leurs attitudes à l'égard des divers objets politiques, candidats, partis, programmes, attitudes qu'elles explorent lors de la propagande.

Les élites locales ont manifesté un comportement caractérisé par une identification partisane, un attachement affectif à un parti politique.

Au cours de la propagande, un enseignant nous confiait que deux électeurs sur trois déclarent la même identification partisane que lors du vote présidentiel[88]. Les élites locales sont donc affiliées à un parti et s'identifient plus

[88] NIMPAGARITSE (V.), 42 ans, enseignant à l'école primaire de Rutundwe, commune Songa, le 8 novembre 2004

volontiers à un candidat aux élections et cela d'autant plus qu'elles s'identifient fortement à leur communauté d'appartenance.

Le comportement des élites locales est centré non pas sur l'intensité de l'engagement individuel qu'elles impliquent, mais plutôt sur le degré d'influence qu'elles permettent d'exercer sur le système politique. Comme l'écrit Lester Milbrath, « au fur et à mesure qu'une personne est plus engagée politiquement, elle entreprend une plus grande variété d'activités politiques et progresse dans la hiérarchie des comportements les plus fréquents (le vote par exemple) aux comportements moins fréquents (discussion politique) ». [89]

Les élites locales en commune songa contrôlaient le mouvement de la population et signalaient les irrégularités constatées. Elles assuraient l'ordre et la tranquillité de leur commune. Elles permettaient à la population de comprendre certains slogans lancés par les chefs des partis politiques. La population de cette commune est restée unie mais on a vu plus tard des massacres causés par les assaillants venus des autres provinces en l'occurrence la province de Makamba.

Leur comportement a été apprécié par presque toute la population même si elles ont montré leur appartenance ethnique. Malgré tout cela, la paix et l'unité ont été maintenues dans cette localité. Les élites locales et les militants des partis politiques sont mis sur le même plan.

5. La relation entre les élites locales et les chefs des partis politiques

D'après l'enquête que nous avons menée en commune Songa, nous avons constaté que les relations entre les élites locales et les chefs des partis politiques étaient bonnes. Durant toute la compagne, les chefs des partis politiques se sont efforcés de rencontrer les élites locales. Ces personnalités représentent la population qui, par le biais des structures communautaires, exercent une influence plus ou moins déterminante sur le comportement électoral du groupe qu'elles dominent.

Les chefs des partis politiques supposent des relations particulières entre l'élite et la population tout comme varient les modes de règlement des conflits internes à l'élite et les méthodes de contrôle qui permettent à l'élite de se maintenir ou de se perpétuer en tant qu'élite.

Les élites locales nous ont affirmé qu'une collaboration avec les chefs des partis politiques était de bonne foi et que des visites intenses ont été rendues à la population. Mais la population, quant à elle, nous a dit que les visites des élites

---

[89] Milbrath cité par MAYER (N.) et PERRINEAU (P.), *Les comportements politiques*, Paris,A. Colin, 1992,p.13

locales étaient rares. « Elles ne venaient que quand la campagne électorale approche pour chercher les adhérents dans leurs différents partis politiques » nous a dit une personne habitant à Gahanda (en commune songa).

Les élites locales de la commune Songa (les enseignants de l'école primaire, les agronomes, les techniciens médicaux, ...) transmettaient le message à la population sans toutefois évoquer la division ethnique même si elles appartenaient à des partis politiques différents.

Ainsi, la population de la commune Songa reçoit favorablement toutes les instructions et les messages politiques lui adressés. Elle assimile bien la politique de l'unité nationale, la nécessité de lutte contre les malfaiteurs et elle manifeste sa volonté et son désir ardent de soutenir leurs administrants.[90]

Les contacts entre les membres des partis politiques, les conversations et les discussions ont plus d'influence que la propagande électorale des médias, surtout auprès de la population moins politisée. Dans ce processus, certaines élites locales sont plus actives que d'autres, soit qu'elles cherchent à convaincre de leurs politiques, soit que les autres leur demandent leur avis. Ce sont des leaders d'opinion. Ce sont elles qui prêtent le plus d'attention à la campagne, écoutent la radio et servent de relais, influençant à leur tour les fractions les moins actives et les moins intéressées de l'électorat.

Ces élites locales sont mieux appréciées parce qu'elles sont proches de la population et les problèmes rencontrés dans la campagne électorale sont résolus par elles.

6. La réaction de la population à l'égard de la compétition politique

C'est durant la campagne électorale, période qui précède les élections que la réaction de la population à l'égard des partis politiques et des candidats va se cristalliser. Chaque candidat tente de se renseigner à diverses sources pour modifier son comportement de la façon qui paraît la plus propre à lui faire tirer parti des occasions qui se présentent.

Ainsi, les enquêtes menées auprès des élites locales déplorent que la population n'a aucune réaction relative à la vie politique de leur commune. Par exemple Jean-Marie Karabaye, agronome de la zone Kiryama, a répondu à notre question « quelle est la réaction de la population pendant la campagne électorale ? »

[90] Rapport administratif annuel des communes de 1998 , p.12

en disant que la population de la commune Songa est resté unie même si certains chefs des partis politiques ont enseigné la division ethnique.[91]

Même dans les meetings organisés par les partis politiques personne ne pouvait émettre ses commentaires.

Cependant, les élites locales n'apprécient pas de la même manière les actions de la population. Les jugements sont divergents selon les tendances politiques et ethniques.

En effet, les élites locales du groupe politique qui se déclare représentant de la catégorie sociale des Hutu se disent satisfaites des actions de la population tandis que celles du groupe politique qui prétend représenter la catégorie sociale des Tutsi détestent les actions de ladite population. Il semble donc que l'appartenance ethnique renvoie à certaines réactions électorales, limitant, avec plus ou moins de fermeté, l'éventail des choix socialement possibles à la population.

Si tous les citoyens ont approximativement la même possibilité d'agir, il est très probable que ceux qui agissent soient dans l'ensemble représentatifs de ceux qui n'agissent pas. Enfin, nous pouvons conclure en disant que deux tendances différentes se dégagent. Il y en a qui apprécient négativement la compétition politique et d'autres qui l'admirent.

[91] KARABAYE Jean Marie, 38ans, agronome de la zone Kiryama, commune Songa, 18 novembre 2004

CHAPITRE III. ANALYSE INTERPRETATIVE DES RESULTATS DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES DE JUIN 1993 EN COMMUNE SONGA

I. Organisation et déroulement des élections

Les élections présidentielles et législatives ont été organisées en juin 1993. Elles étaient caractérisées par une ethnisation à outrance qui était de mauvaise augure pour les Burundais. Lors de cette organisation, tous les candidats aux élections cherchaient à mettre sur pied les élites locales qui les aideront à attirer les électeurs. Le mécanisme des élections pluralistes n'est pas chose simple et il n'est pas possible de le confier entièrement à des amateurs.

Non seulement les élites locales doivent arriver à temps aux endroits où doivent se dérouler les élections, mais encore il faut qu'elles sachent à quel électeur elles s'adressent et comment l'aborder. Tous les électeurs n'appartiennent pas aux mêmes partis politiques.

En effet, les élections qui se déroulent dans un cadre compétitif,constituent un cadre de consécration des opinions dissidentes et deviennent incompatibles avec le mécanisme de régulation sociale[92] C'est pourquoi la procédure électorale souffre d'une désaffection croissante avec son degré de concurrence, ce dernier constituant un véritable indicateur de divergence.

A l'inverse, les conjonctures du monisme politique rencontrent une participation beaucoup plus large, dans la mesure où elles permettent au groupe d'exprimer son unité et sa cohésion. Le vote devient donc une preuve de fidélité, un acte d'allégeance à la communauté, destiné à manifester la puissance du groupe [93].

Les élections se sont donc, de toute évidence, déroulées sur fond de sensibilisation ethnique d'envergure. A l'intérieur d'une circonscription donnée, y compris celle de la commune Songa, les électeurs votaient massivement en faveur du présidentiable considéré comme étant de leur ethnie et délaissaient les concurrents en provenance d'une autre ethnie. Ici la responsabilité des élites locales Hutu et Tutsi y est pour beaucoup.

---

[92] WEISSMAN (F.), *Election présidentielle de 1992 au Congo : entreprise politique et mobilisation électorale*, Paris, Presses Universitaires de Bordeaux, 1993, p. 82

[93] *Idem*

Les élites locales assument dans le déroulement des élections un rôle plus passif de sujets. Même parmi celles qui ont une conception active de leur rôle de citoyen, les dimensions « paroissiale » et de « sujétion » ne sont pas absentes. Les élites locales s'expriment et s'affrontent devant une masse de citoyens potentiellement actifs qui se mobilisent lorsque l'enjeu est essentiel[94].

Elles doivent répondre aux attentes des citoyens, promouvoir le développement de la population et jouer le rôle d'intermédiaire entre la population et les chefs des partis politiques.

Les élites locales contrôlent les résultats des élections de leurs communes. Elles sont essentiellement des pourvoyeurs de service. Elles jouent un rôle fondamental dans les relations entre les partis politiques et la population pendant les élections présidentielles et législatives. Les élites locales permettent la centralisation des résultats des élections mais aussi de rendre compréhensible et simple le contexte dans lequel se livre la bataille pour la présidence.

1. Les élections présidentielles

a. La compagne des élections présidentielles

Du 16 au 29 mai, c'est l'ouverture officielle de la campagne électorale présidentielle. Durant cette période les candidats aux élections vont sillonner toutes les communes du pays pour chercher des voix. Les élections qui s'étaient déroulées en 1993 s'étaient organisées avec dépôt de candidatures et de propagande électorale. Chaque candidat présentait à la population un programme politique, économique, social et culturel qu'il comptait réaliser s'il remportait les élections.

Les candidats aux élections avaient un moment non négligeable pour se présenter devant les électeurs afin que ces derniers apprécient et comparent les candidats, se forment une opinion sur les programmes des concurrents. Le code électoral avait prévu que les candidats aux élections pouvaient se présenter soit sous l'égide d'un parti, soit individuellement.

Mais le programme préparé par chacun des candidats à la présidence ne devrait pas être considéré comme une fin en soi mais comme un moyen de gagner et de conserver les postes électifs. On constatait que lors des présidentielles de 1993, la propagande était menée avec acharnement par les

---

94 MAYER (N.) et PERRINEAU (P .), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992, p. 37

partis en compétition. Elles se faisaient par des meetings sur les collines, la distribution des tracts, les affiches et les slogans, etc.

> « La propagande est encore marquée par la massivité : on ne cherche plus à atteindre quelques individus particulièrement influents, une élite du Gouvernement, on cherche à modifier une opinion publique dans son ensemble, à obtenir des comportements de masse »[95].

En effet, la campagne électorale de 1993 a été rendue facile par les élites locales en commune Songa. Ces élites locales ont entrepris une mobilisation axée sur l'ethnie afin de recevoir beaucoup de voix. A la fin des élections, le vainqueur récompensera d'abord ses élites locales et pourra même être tenté d'affaiblir celles qui n'ont pas cru à son étoile.

Les chefs des partis politiques qui ont sillonné la commune Songa ont semé des divisions ethniques mais la population de cette commune n'a pas retenu cet enseignement basé sur l'ethnie. Les élites locales dans cette commune étaient divisées en deux. Il y en a celles qui sont pro-ethnisme et d'autres qui sont contre.

La campagne a donc été marquée par l'explosion des sentiments « ethniques » à la suite des meetings réalisés par les partis politiques. C'est une campagne de dénigrement mutuel.

Ainsi, comme le montre Z. Manirakiza, la campagne électorale de 1993 a offert l'image d'une concurrence meurtrière du pouvoir entre les élites hutu et tutsi (....)[96]

La campagne électorale a été fondée sur la désobéissance civile, l'exaltation de la majorité ethnique et de la diabolisation. Le débat politique a dévié de son idéal démocratique, de confrontation des projets de société et des programmes politiques pour s'ethniser.

En définitive, la campagne électorale était théoriquement bien organisée. Mais il apparaît que la théorie ne se confond pas toujours avec la réalité. Elle a été inondée par des promesses électorales qui ne pouvaient pas être réalisées après la victoire. C'est d'ailleurs ce que l'on regrettera plus tard car si c'était pour gagner les élections seulement, il fallait changer de méthode.

---

95 ELLUL (J.), *Histoire de la propagande*, Paris, P.U.F., 1967, p. 124

96 MANIRAKIZA (Z.), « Réveil démocratique en Afrique, le puzzle burundais », in *Au Cœur de l'Afrique*, 3-4, 1995, p. 371

b. Les résultats des élections présidentielles

Au cours des ces élections présidentielles, les trois candidats à la présidence se sont constitués des organisations indépendantes chargées de centraliser les résultats de tous les bureaux de dépouillement.

Les élections présidentielles étaient en outre caractérisées par la transparence étant donné qu'on était en présence des observateurs indépendants nationaux et étrangers. Et cela permettait la libre expression du peuple burundais dans le choix de son nouveau président.

Finalement, Melchior Ndadaye remporta les élections présidentielles et pluralistes avec un score de 64,75% des voix contre 32,39 recueillis par Pierre Buyoya et 1,44% des voix exprimées pour Pierre-Claver Sendegeya.

Nous avons constaté que les scores étaient très intéressants dans les provinces et communes à majorité Hutu. Et ces mêmes localités avaient voté contre la charte de l'unité nationale. Ce sont généralement les provinces de Ngozi, Kayanza, Gitega, Ruyigi, Kirundo, Muyinga, Bujumbura, Bubanza, Cibitoke, Karusi, Makamba, avec plus de 70%.

A l'inverse, Pierre Buyoya avait réussi dans les chefs-lieux des provinces et en Mairie de Bujumbura. Ces centres étaient donc habités par des fonctionnaires qui aimaient le statu quo.

Ces résultats ont été interprétés par certaines personnes comme un recensement ethnique, d'autres parlaient de coup d'Etat ethnique.

D'autres encore disaient que le Burundi a mal assimilé la leçon sur la démocratie même si les élections présidentielles s'étaient déroulées dans la transparence et la tranquillité. Il a été instauré une démocratie qui ne répondait pas aux normes.

Ainsi, comme le montre Zénon Nicayenzi, les élections n'étaient pas démocratiques. Elles étaient caractérisées par l'ethnisme à outrance. « Choisir sa tribu revient à nier la liberté de choisir parce qu'on ne choisit pas sa tribu. On naît Hutu et Tutsi et on meurt comme tel. On ne peut rien changer. Choisir quelqu'un parce qu'il est de sa tribu, ce n'est pas choisir. Et ne pas choisir est par essence anti-démocratique »[97]

---

[97] NICAYENZI (Z.), « Fondements culturels de la crise burundaise », in *Au Cœur de l'Afrique*, n°1, 1er trimestre 1995, p. 86

En commune Songa, le nombre d'électeurs qui se sont fait inscrire au rôle s'élève à 13960 ; ceux qui ont participé au scrutin sont à 13768 soit 98,62% des inscrits.

Le nombre de suffrages exprimés en faveur du candidat Pierre Buyoya est de 5.417 soit 39,34% des votants. Le nombre de suffrages exprimés en faveur du candidat Melchior Ndadaye est de 8.129 soit 59,04% des votants, enfin ceux exprimés en faveur du candidat Pierre-Claver Sendegeya est de 99 soit 0,71% des votants.

Ndadaye a donc obtenu la majorité des suffrages exprimés dans la commune Songa ainsi que dans d'autres communes du pays. Il est proclamé président de la république du Burundi.

Ces résultats du vote présidentiel au niveau de cette commune mettaient en évidence les comportements ethniques. Les Batutsi et les Bahutu ont voté selon le critère ethnique. Des divisions inter-ethniques ont été très remarquées et cela avait des incidences très importantes sur les résultats.

Résultats des présidentielles par candidat					
Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Nombre de pourcentage (%) des suffrages exprimés par candidat			
		Pierre BUYOYA	**Melchior NDADAYE**	**Pierre-Claver SENDEGEYA**	**NUL**
2.355.126	2.291.746	742.346 32,39%	1.483.904 64,75%	33.072 1,44%	21.025

Source : NDAGIJIMANA (S), *Essai d'étude sur les partis politiques de l'opposition au Burundi (1993-1995)*, Mémoire, U.B., Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département d'Histoire, option Science Politique, p.40

2. Les élections législatives

a. La campagne pour les élections

La campagne électorale législative a commencé du 13 au 28 juin. Les candidats pour les élections législatives se sont présentés dans les circonscriptions où ils sont affectés pour chercher des voix. Ils présentent leur programme politique à la population. Et la loi électorale précise comment les sièges sont répartis aux différentes listes. Une liste bénéficiait d'un siège lorsqu'elle avait obtenu 5% des suffrages exprimés.

En effet, après « la victoire », du FRODEBU, les militants des partis vaincus ont sombré dans l'inquiétude du lendemain à Songa comme partout ailleurs. La campagne pour les élections législatives a commencé malgré tout, mais se déroulait dans un climat tendu. Ceci s'est expliqué par la réaction des membres de l'UPRONA, surtout les jeunes élèves et les fonctionnaires qui ont refusé de participer aux élections.

Cette manifestation qui était contre le « vote qualifié d'ethnique »[98], voyait en ce vote ethnique l'échec de l'unité nationale mise en place par Buyoya. Ces opposants voulaient qu'on cherche une autre formule de démocratisation effaçant le fait ethnique.

Malgré cela, les partis politiques se lancent dans les élections législatives qui ont pris une petite durée par rapport aux présidentielles. Et nous avons remarqué que les élections législatives ont respecté le critère ethnique qui a joué aux élections présidentielles.

b. Les résultats des élections législatives

Il n'y a plus d'étonnant pour les élections législatives. Encore une fois, le parti FRODEBU a gagné les élections. Il a obtenu 65 sièges sur 81 au parlement et aurait même la possibilité d'amender la constitution. Mais l'UPRONA n'a obtenu que moins de 20% de sièges au parlement et les autres partis n'ont pas dépassé la moyenne nationale de 5% pour prétendre à un siège. Ces partis étaient P.R.P 1,38%, RADDES, 1,23%, PP 1,13%.

En effet, les élections législatives se sont déroulées dans la transparence et la tranquillité comme lors des présidentielles.

---

[98] NTIBANTUGANYA (S.), « La victoire du FRODEBU », in *L'aube de la démocratie* n°20 du 16 au 30 juin 1995, p. 5

En faisant l'interprétation des résultats des élections législatives à l'aide des tableaux, nous pouvons dire que le scrutin législatif a respecté les mêmes consignes qui ont joué aux élections présidentielles. Les critères ethniques et même le critère régional qui s'étaient dégagés le 1er juin se sont renforcés le 29 juin 1993 lors des législatives. Pour mettre en application ces critères, les acteurs politiques ont été aidés par les élites locales qui sont éparpillés dans les communes du pays.

En conclusion, nous pouvons dire que les tendances ethnique et régionale sont retenues pour les deux élections présidentielles et législatives.

Résultats par province des élections législatives du 29 juin 1993

Province	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Suffrages exprimés	UPRONA	FRODEBU	PRP	RADDES	RPB	PP
		% par rapport aux inscrits	% par rapport aux votants	%	%	%	%	%	%
BUBANZA	100.000	92.332 92,19	91.082 98,59	8.567 9,27	79.183 85,75	655 0,70	419 0,49	563 0,60	1.647 1,78
BUJUMBURA RURAL	164.415	151.148 91,93	149.757 99,07	24.803 46,40	120.593 79,72	1.245 0,82	473 0,31	657 0,43	1498 1,31
BURURI	164.785	148.584 90,16	147.473 99,25	51.362 34,57	92.399 62,19	1.621 1,09	759 0,51	- -	1.332 0,90
CANKUZO	58.223	54.338 93,33	47.453 87,32	27.236 50,12	- -	2.761 5,08	1.526 2,80	6.782 12,48	9.148 16,33
CIBITOKE	11.765	99.235 98,25	99.312 98,35	6.366 6,30	89.689 88,80	- -	742 0,73	1.899 1,81	539 0,56
GITEGA	249.602	231.280 92,65	227.121 98,20	45.897 19,84	173.954 75,21	2.843 1,22	1.071 0,46	185 0,80	1.511 0,65
KARUZI	129.001	119.597 92,70	117.030 97,85	17.379 14,53	95.996 80,26	2.928 2,44	727 0,69	- -	- -
KAYANZA	201.043	185.586 92,31	182.775 98,48	30.333 16,34	132.815 71:56	8.347 4,49	7.066 3,80	1.564 0,84	2.650 1,42
KIRUNDO	181.61	169.595 93,54	164.837 97,01	26.422 15,55	129.362 76,14	995 0,58	676 0,39	7.376 4,34	- -
MAKAMBA	989.467	88.591 89,66	86.937 98,13	20.923 23,61	63.424 71,59	941 1,06	325 0,44	475 0,53	845 0,59
BUJUMBURA MAIRIE	116.401	89.632 98,80	89.632 98,80	38.890 42,87	45.511 50,28	1.421 1,56	2.186 2,35	788 0,86	786 0,86

Résultats par province des élections législatives du 29 juin 1993

Province	Nombre d'inscrits	Nombre de votants	Suffrages exprimés	UPRONA	FRODEBU	PRP	RADDES	RPB	PP
		% par rapport aux inscrits	% par rapport aux votants	%	%	%	%	%	%
MURAMVYA	192.198	175.682 91,00	172.252 98,04	60.964 34,70	102.464 58,32	- -	6.180 3,51	2.644 1,50	- -
MUYINGA	166.244	154.778 93,10	150.779 97,41	23.433 15,13	113.733 73,48	2.020 1,30	1.142 0,73	40.451 6,75	- -
NGOZI	228.341	216.913 94,99	213.879 98,60	43.988 20,27	160.974 74,07	4.442 2,04	861 0,39	- -	- -
RUTANA	90.651	81.339 89,72	79.220 97,27	21.212 26,07	56.886 69,93	- -	1.122 1,37	- -	- -
RUYIGI	104.559	93.306 89,71	91.329 97,35	13.336 14,21	75.085 80,04	- -	1.664 1,77	1.244 1,32	- -

Source : *Tableau établi par nous-même à base des données du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique*

3.Influence des élites locales sur les élections

A mesure que les hommes politiques élaborent leur stratégie en vue d'obtenir l'investiture et de gagner les élections présidentielles et législatives, il leur faut garder présents à la mémoire plusieurs faits immuables quoi que l'on fasse quant à la participation électorale dans leur environnement politique.

En commune Songa, les élites locales ont influencé la population à choisir leur parti politique qui leur convient. Cette influence se manifestait dans les meetings des partis politiques. Les élites interprétaient pour la population les programmes et les slogans de ces partis politiques. Elles pouvaient dire que tel parti politique est bon et prêche l'intérêt général de la population.

Certaines influences dont, à un moment donné, les élites locales disposent en abondance, voire en excès, jouent un rôle important dans l'environnement stratégique d'une élection présidentielle. Par exemple, se trouver déjà installé auprès de la population, posséder de grandes qualités d'organisation, être initiées aux véritables réalités politiques, jouir d'une réputation d'intégrité, faire montre d'une certaine facilité d'élocution, avoir le talent de poser les problèmes d'une manière qui plaise au public, voilà qui peut conférer un sérieux avantage lors d'une campagne présidentielle et législative.

Il est vrai que les influences à la disposition des élites locales sont inégalement distribuées entre les partis politiques, mais, dans un système comme celui du Burundi, qui repose sur la compétition entre plusieurs partis politiques, les inégalités ne vont pas toutes dans le même sens.

L'influence des élites locales sur les élections en commune Songa était scindée en deux tendances . La première tendance était favorable pour le parti FRODEBU et l'autre tendance pour l'UPRONA. Les élites locales étaient divisées selon les partis politiques. Mais ces élites locales prêchaient l'unité et la cohésion entre la population pour éviter la division ethnique dans leur commune.

Parfois c'est le candidat du FRODEBU qui est avantagé, parfois celui de l'UPRONA. Il résulte en tout cas de ces inégalités d'accès aux différents moyens que chacun des partis trouve son avantage dans des stratégies différentes. L'alliance des partis politiques avec les élites locales a signifié, parfois, que celles-ci contribuaient beaucoup à la propagande électorale. L'existence des élites locales en commune Songa qui disposent d'un impact stratégique sur la masse des électeurs a fourni parfois au parti beaucoup d'influence durant la campagne électorale.

Les élites locales sont relativement diversifiées. Elles constituent un lieu d'information privilégié sur l'identité du candidat. Situées au cœur de l'environnement quotidien des Burundais, elles permettent l'instauration d'un dialogue direct entre les électeurs et militants. Ces élites locales sont également le canal par lequel transite la mobilisation en faveur des actions démonstratives et la capacité redistributive des candidats aux élections.

Dans cette commune, on mettait en évidence l'imprudence des candidats des partis politiques qui ont beaucoup eu confiance en ses propagandistes qui étaient pour la plupart des élites locales. A propos, un militant de l'UPRONA s'indigne : « Ndadaye Melchior s'est entouré des hommes dont la plupart étaient d'ailleurs nouveaux sur la scène politique et leur a fait une confiance sans se réserver aucune marge de contrôle de leur action »[99].

Enfin, cette influence des élites locales en commune Songa était manifestée pour les élections présidentielles et législatives. Pour les élections présidentielles l'explication est similaire à celle avancée pour les élections législatives car les élites locales sont appelées à assurer les mêmes activités et leurs propos propagandistes risquent de se confondre avec leurs activités de la vie courante dans leurs communes.

II. Réception du système électoral par la population

1. Degré de conscience nationale

La conscience nationale est une des conditions essentielles pour réussir aux élections. Le système électoral était caractérisé par des mobilisations ethniques et la population burundaise est passée d'une conscience d'une nation unique à la conscience collective à base ethnique.

En commune Songa, la population était fière du système électoral. Mais ce système l'a dégoûtée au moment où les chefs des partis politiques ont introduit des mobilisations ethniques. Les chefs des partis politiques ont utilisé des discours, des symboles et des mots nouveaux pour intimider la population. C'est dans ce contexte que pendant la campagne électorale, un petit nombre de la population de la commune Songa avaient un cœur serein comme le souligne Ntakarahera Dieudonné : « La conscience est résolument tournée vers l'avenir. Bientôt, juin ouvre les urnes. Et pourtant très peu de Burundais peuvent affirmer qu'ils s'y rendront le cœur serein. Entre temps, les esprits aboient. Demain, les fusils pourront aboyer aussi »[100].

---

[99] MADIRISHA (J.), « Le FRODEBU a gagné, le carrefour s'interroge », in *Le carrefour des idées* n°27 du 1er au 15 août 1993, p. 8

[100] NTAKARAHERA (D.), « Démons et démocratie », in *Panafrika*, n° 001 du 1er au 12 mai 1993

Ainsi, pour lutter contre le fléau de l'ethnisme, des solutions ont été préconisées. Ces solutions consistent en l'interdiction de toute propagande ou opposition à base ethnique, de toute action pouvant mettre en cause l'unité nationale. D'autres solutions consistent en la considération de tout le monde, la jouissance de tous ses droits et devoirs, le gain des privilèges basé sur les capacités de chacun. Mais des difficultés ne se posent que dans les pays où l'ethnisme et le régionalisme sont le cheval de bataille comme au Burundi.

Par contre, il n'était pas question d'appartenance ethnique ou régionale mais d'une simple création d'une certaine conscience de cette appartenance. C'est pourquoi des efforts devaient être fournis pour supprimer toutes les étiquettes d'ethnie et de région. A cet effet, l'apport des systèmes électoraux dans ce domaine est un instrument de travail non négligeable. C'est ainsi que la population se sent fière par le fait qu'on lui donne l'occasion de participer à la gestion des affaires de l'Etat et surtout pour choisir ses dirigeants.

Les élites locales de Songa ont conscientisé la population pour pouvoir participer aux élections. Elles expliquaient à la population les discours et les slogans lancés par les chefs des partis politiques. C'est pourquoi les gens de la commune Songa étaient bien placées parmi celles qui étaient restées solidaires. Elles étaient restées conscientes du système électoral.

Il est important de faire remarquer que la population de Songa est à moitié analphabète et ignorante de la gestion des affaires politiques. Il lui était donc difficile d'interpréter les différents discours politiques. C'est pour cette raison que les partis politiques utilisent les élites pour diffuser et interpréter leurs programmes politiques.

2. Le niveau de participation de la population à l'exercice du vote

Comme la démocratie est le gouvernement du peuple, par et pour le peuple, il importe de s'interroger sur l'application de ce principe en système pluraliste. En d'autres termes, est-ce que le régime à plusieurs partis politiques assure l'expression de la volonté populaire?

Les partis politiques s'affirment comme le seul moyen d'expression de la volonté politique nationale. Toute la population est en conséquence appelée à militer au sein des partis. Et l'instrument politique par excellence est à cet effet le centralisme démocratique. Dans les pays d'Afrique et en particulier au Burundi, ce système a eu le mérite de favoriser la prise de conscience politique des masses populaires.

En effet, les élites locales permettent une bonne circulation de l'information entre la base et le sommet et vice-versa. Par ce biais, les membres des partis politiques peuvent participer à la définition des orientations générales du pays et, localement, à la confection de programmes dans divers secteurs de la vie.

Ainsi, les élites locales peuvent connaître facilement les desiderata de la population qui les exprime dans les instances de la base (assemblées et congrès). Elles peuvent aussi communiquer facilement des décisions, directives ou thèmes de formation.

Ici, on remarque une large participation populaire au débat politique contrairement à ce qui se passe en système monopartiste où une bonne partie de la population prend soin de rester en dehors de la «chose publique »

En plus du débat, la population participe aux responsabilités grâce à la compétition ouverte au sein du parti, surtout au niveau local.

Par le biais des élections, par leurs prises de position au cours des assemblées et congrès, les membres du parti peuvent exercer le contrôle des dirigeants, de l'administration locale et même du gouvernement.

La participation est liée au degré d'insertion dans des groupes et dans la société globale et suppose l'appropriation de leurs systèmes de normes et de valeurs. Etre né d'un père étranger peut amoindrir le sentiment d'appartenance à la collectivité nationale et affaiblir les capacités de participation[101].

En effet, à l'intérieur d'une conscription donnée, la population votait massivement en faveur du présidentiable de son ethnie et délaissait les concurrents en provenance d'une autre ethnie.[102]

A ce propos, Nibona Grégoire nous a dit que lors des élections présidentielles, la plupart de la population votait pour le candidat de leur appartenance ethnique. Par exemple, celles qui ont voté pour le parti FRODEBU étaient des Hutu puisque le FRODEBU était baptisé comme un parti de la majorité hutu. Les Tutsi votaient en faveur du parti UPRONA, parti de la minorité tutsi.

---

[101] MAYER (N.) et PERRINEAU (P .), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992, p. 31

[102] Enquête orale auprès de NIBONA Grégoire, 46 ans, enseignant à l'école primaire de Musagara, commune Songa, le 10 novembre 2004

En outre, nous pourrions évoquer le sexe comme une autre variable de la participation électorâle mais ne disposons pas d'éléments suffisants pour faire cette analyse. Mais en nous basant sur les données des cinq zones de la commune Songa où nous avons pu avoir des détails sur le nombre d'inscrits (selon le sexe) ; il ressort que, dans ces mêmes zones, les femmes inscrites étaient moins nombreuses que les hommes alors que la pyramide des âges dans la commune montrait que la population féminine était la plus nombreuse. Malheureusement, les détails par sexe sur les votants ne nous ont pas été disponibles.

En tout état de cause, les femmes s'intéressent très peu aux activités politiques, en témoignent le nombre restreint des femmes aux meetings et assemblées politiques ainsi que le nombre de femmes candidates aux deux élections (présidentielles et législatives).

Les hommes s'engagent dans la politique plus volontiers que les femmes. Nouvellement vérifiée en matière électorale, cette participation féminine tend à être sensible.[103]

Même lorsqu'elles s'intéressent à la politique, les femmes, particulièrement les femmes actives attachent moins d'importance que les hommes aux instances (partis et syndicats) qui mènent les combats et sont moins présentes dans les affrontements (grèves, manifestations) qui se déroulent sur le terrain auquel elles demandent pourtant l'accès.

Cette érosion des différences est symptomatique d'une tendance à l'égalisation des statuts entre les sexes et d'une prise en charge de leurs droits et compétences par les femmes. Cependant cette émancipation et cette prise de conscience des femmes n'ont pas encore fait sentir leurs effets dans tous les types d'activités de participation politique.

En définitive, il faut retenir que le taux de participation est fort dans notre pays, caractéristique des pays en voie de développement politique et économique. Les « Frodebistes » peuvent tirer avantage du taux de participation plus élevé de leurs partisans, pour compenser la supériorité numérique des adeptes du parti UPRONA.

[103] Enquête orale auprès de NIYONKURU Thérèse, 32 ans, enseignante à l'école primaire de Rukina, commune Songa, le 12 novembre 2004

III. Attitude de la population à l'égard de ces élections

La plupart des partis politiques ne sont pas parvenus à exprimer les doléances de la masse et cela a provoqué un mécontentement au sein de la population.

En effet, au lieu d'être les canaux d'expression du peuple, de ses besoins, de ses attentes, de ses critiques constructives et de ses projets, les élites locales servent dans certains cas à approuver et à applaudir les dirigeants quand ils sont coupables de corruptions ou de malversations diverses.

Cela dit, le régime pluraliste ne peut pas constituer une panacée pour la stabilité politique dans la mesure où la lutte des partis politiques porte en elle-même un caractère déstabilisateur. Mais on a des cas particuliers notamment dans les sociétés africaines où les forces politiques risquent de se constituer sur des bases régionalistes et ethniques.

Pour redresser la situation, il est indispensable d'avoir au sein du parti des hommes courageux, capables de s'appuyer sur les principes du centralisme démocratique et de l'autocritique pour tracer la ligne du parti.

Pour les élections de 1993, les candidats aux élections mettaient en compétition des programmes : politiques, économiques et sociaux distincts car étant tous des membres des partis politiques différents.

Les élections constituent donc un moment important pour les partis car elles rétablissent le contact avec la population, elles impliquent un effort particulier d'agitation voire de réveil politique des masses. De même, les élections peuvent favoriser le renouvellement des cadres de l'administration.

A ce propos, J.F.Bayart parle : «des élections comme moyen de revitalisation périodique du parti ».[104]

Les élections doivent assurer avant tout la légitimité minimale à la classe dirigeante. Mais le résultat des élections observé s'avère pour les uns un recensement ethnique et pour les autres un coup d'Etat ethnique. Par là, l'attitude de la population s'est révélée négative tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

---

[104] BAYART (J-F) et alii, « par le canal du scrutin comment dépouiller les élections africaines », in LAVROFF, (D.G), *Aux urnes l'Afrique*, Paris, Pédone, 1958, p. 17

A l'intérieur, comme la campagne électorale avait été dominée par des enseignements de tendance à aiguiser la haine ethnique partout dans le pays et en particulier en commune Songa, il est apparu qu'après les élections, certaines personnes mécontentes des résultats des élections se sont précipitées pour organiser des incidents dans le but d'exprimer leurs colères. On assiste donc à des incendies et à des massacres dirigés contre des populations innocentes. C'était le début de la crise sociale basée sur les divisions ethniques.

En commune Songa, après les résultats des élections, des enseignements ont été propagés pour intimider la population. Cela a été faite entre la population de différentes ethnies. La population pro-tutsi de cette commune était mécontente de la victoire du parti FRODEBU et pour manifester cette colère, elle injuriait les Hutu. Par après, on a remarqué une vengeance basée sur des incendies et des massacres qui ont duré peu de temps.

Cependant, cette crise sociale était provoquée par les milieux extrémistes tutsi qui étaient apparemment décidés à tout renverser pour empêcher à la démocratie burundaise de s'installer. Et, après l'assassinat du président élu Melchior Ndadaye suivi de l'exécution sommaire de ses proches collaborateurs, des Hutu s'en prennent à leurs voisins Tutsi. Ils tuent, pillent et incendient des maisons et des étendues de café. Ces affrontements à caractère ethnique trouvent leur explication dans ce chaos général ainsi installé dans presque toutes les communes du pays.

Quant à l'extérieur, l'attitude de la population a été augmentée par les médias étrangers qui n'ont cessé d'attiser la haine entre Hutu et Tutsi. Ils n'ont fait que propager et dramatiser les événements produits après les élections.

Enfin, cette attitude de la population a été produite suite à des frustrations de certaines personnes qui n'ont pas été satisfaites du verdict des urnes.

CONCLUSION GENERALE

En intitulant notre étude : « LE ROLE POLITIQUE DES ELITES LOCALES DANS LA COMPETITION POLITIQUE : CAS DE LA CAMPAGNE ELECTORALE DE 1993 EN COMMUNE SONGA », notre objectif était d'étudier comment dans la compétition politique et surtout en période de campagne électorale les élites locales mobilisent la population pour obtenir des voix.

Nous sommes consciente de la complexité de notre sujet. Il comporte plusieurs aspects autonomes les uns vis-à -vis des autres, nous ne pouvions les épuiser dans le cadre de ce mémoire. Ainsi, nous avons circonscrit notre étude dans le cadre de la campagne électorale de 1993.

Dans le premier chapitre, nous avons défini les concepts théoriques clés utilisés dans cette étude.
Premièrement, nous avons défini les termes « élite » et « local ».
Deuxièmement, nous avons étudié les fonctions des élites locales en matière de compétition politique. Ce point nous a intéressé car nous sommes partis de l'observation de Roger- Gérard Schwartzenberg selon laquelle « Les élites sont des cercles politiques, économiques et militaires qui, dans un ensemble complexe de catégories entrecroisées, partagent les décisions d'importance au moins nationales »[105].
Troisièmement, nous nous sommes intéressés sur les différentes exigences des élites locales dans la compétition politique auxquelles font recours les chefs des partis politiques dans une campagne électorale. Nous n'avons pas oublié non plus l'étude des partis politiques.

Dans le deuxième chapitre, nous avons étudié la campagne électorale de mai 1993 en commune Songa. Nous avons exploré les identités des candidats en lice qui ont sillonné cette commune et leurs programmes respectifs.
A part les programmes politiques que les candidats présentaient à la population, ils font recours aux discours, slogans et symboles pour activer les soutiens ou pour intimider les militants des partis politiques adverses. C'est dans ce cadre de manipulation de discours, de slogans et de symboles que s'est développée la haine au sein de la population.

Au troisième chapitre, nous avons étudié l'organisation et le déroulement des élections ainsi que les résultats des élections présidentielles et législatives. Nous avons relevé également l'influence des élites locales sur les élections. L'usage des discours et des slogans a eu des conséquences néfastes sur la société

[105] SCHWAETZENBERG (R-G), *Op. cit*, p. 564

burundaise. Ces discours et slogans ont entretenu un climat de tension et de haine entre le parti FRODEBU et UPRONA.. Les élites locales permettaient une bonne organisation des élections en commune Songa. L'influence des élites locales a poussé la population à s'adhérer à un parti de leur choix. C'était grâce à elles que la population participait aux élections présidentielles et législatives.

Pour résoudre les problèmes liés aux discours et aux slogans lancés par les chefs des partis politiques dans la compétition politique en cas de campagne électorale, Serges Tchakhotine donne une piste : « Il faut prémunir les jeunes gens déjà à l'école contre ce danger, en leur ouvrant les yeux sur ces pratiques et les mécanismes psychologiques qui en sont responsables et les immuniser en quelque sorte contre ce danger »[106].

En définitive, nous pouvons dire que notre étude est loin d'être épuisée. Beaucoup d'aspects méritent d'être approfondis. Certains aspects de notre étude ont été laissés de côté faute de documents fiables. D'autres ne sont étudiés que partiellement faute d'informations suffisantes . A ce propos, d'autres études encore plus approfondies seraient intéressantes parce qu'elles permettraient de percevoir le rôle des élites locales dans la compétition politique pour les élections électorales à venir.

[106] TCHAKHOTINE (S.), *Le viol des foules par la propagande*, Paris, Gallimard, 1952, p. 555

BIBLIOGRAPHIE

A. Dictionnaires et encyclopédies

1. DEBBACH (.) et DAUDET (Y.), *Lexiques des termes politiques*, Paris, Dalloz, 1978

2. GUILLEN et alii, *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 1981

3. *La grande encyclopédie*, Paris, Larousse, Vol.VII, 1973

4. SFEZ (L.), *Dictionnaire critique de la communication*, Paris, P.U.F., 1993

5. WARTBURG (V.) et BLOCH (G.), *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris, P.U.F., 1975

B. Ouvrages généraux

1. BADIE (B.) et GERSTLE (J.), *Sociologie politique*, Paris, P.U.F., 1979

2. BECQUART-LECLERQ (J.), *La démocratie locale à l'américaine*, Paris, P.U.F., s.d.

3. BRAUD (P.), *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 2000, p. 238

4. BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Tome I, *Le pouvoir politique,* Paris, L.G.D.J., 1966

5. BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Tome II, *La dynamique politique*, Paris, L.G.D.J., 1968

6. BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Tome III, Vol. II : *La dialectique de l'ordre et du mouvement*, Paris, L.G.D.J., 1981

7. CADART (J.), *Régime électoral et régime parlementaire en Grande-Brétagne*, Paris, A. Colin, 1948

8. COTTERET (J.M) et EMERI (C.), *Les systèmes électoraux*, Paris, L.G.D.J., 1970

9. CHAGNOLLAUD (D.), *Science politique : élément de sociologie politique*, Paris, Dalloz, 2002

10. DUVERGER (M.), *Les institutions politiques*, Paris, P.U.F., 1967

11. DUVERGER (M.), *Les institutions politiques et droit constitutionnel*, Paris, P.U.F., 1955

12. DUVERGER (M.), *Les partis politiques*, Paris, L.G.D.J., 1957

13. ELLUL (J.), *Histoire de la propagande*, Paris, P.U.F., 1967

14. FREUND (J.), *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965

15.GAXIE (D.), *La démocratie représentative*, 2è éd., Paris, Montchrestien, 1996

16. GERSTLE (J.), *La communication politique*, Paris, P.U.F., 1996

17. GRAWITZ (M.) et LECA (J.), dir., *Traité de science politique*, Tome II, *Les régimes politiques contemporains*, Paris, P.U.F., 1985

18. GRAWITZ (M.) et LECA (J.), dir., *Traité de science politique*, Tome III, *L'action politique*, Paris, P.U.F., 1985

19. GUICHAOUA (A.), *Les crises politiques au Rwanda et au Burundi (1993-1994,)* Paris, Karthala, 1995

20. JÖEL (M.), *Droit public africain, institutions politiques, administratives et judiciaires*, Paris, les Cahiers de l'Institut international d'administration publique, 1967

21. KAMTO (M.), *L'urgence de la pensée. Réflexion sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, édition Mandara, 1994

22. LAGROYE (J.), *Sociologie politique* , Paris, Presses de la FNSP, 1991

23. LEBON (G.), *Psychologie politique*, Paris, Flammarion, 1910

24. LENAIN (P.), *La chose politique*, Paris, Economica, 1988

25. MABILEAU (A.), dir., *A la recherche du local*, Paris, l'Harmattan, 1993

26. MACHIAVEL (N.), *Le prince*, Traduction française de Jean-Vincent Péries (1825), Paris, Le monde en 10-18, Union Générale d'Editions, 1962

27. MAHIOU (A.), *L'avènement du parti unique en Afrique noire, L'expérience des Etats d'expression française*, Paris, Librairie générale de droit, 1968

28. MARIRO (A.), *De la nation aux ethnies ou la naissance d'une élite tribalisée*, Dakar, UNESCO, 1998

29. MAYER (N.) et PERRINEAU (P .), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992

30. TCHAKOTINE (S.), Le viol des foules par la propagande, Paris, Gallimard, 1952

31. TOSCANO (R.), *Guerre, violence civile et éthique. La diplomatie à la lumière de Levinas*, Esprit, 1997

32. TOULABOR (C.), *Le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, 1986

33. SCHWARTZENBERG (R-G), *Sociologie politique*, 3è éd., Paris, Montchrestien, 1977

34. VIGNY (P.), *Cours de droit constitutionnel*, Bruxelles, Bruylant, 1973

35. WEISSMAN (F.), *Election présidentielle de 1992 au Congo : entreprise politique et mobilisation électorale*, Paris, Presses universitaires de Bordeaux, 1993

C. Thèses et mémoires

1. NDAGIJIMANA (S.), *Essai d'études sur les partis politiques de l'opposition au Burundi (1993-1995)*, Mémoire, U.B., Facultés des Lettres et Sciences Humaines, Département d'Histoire, 1996

2. NIMUBONA (J.), *Elections présidentielles du 1er juin au Burundi. Problématique de légitimation en situation de dynamique socio-politique*, Mémoire de D.E.A. en science politique, Université de Bordeaux I, Bordeaux, 1994

3. NTUKAMAZINA (S.), *Le système électoral du Burundi : analyse de la législation électorale de 1982*, Mémoire, U.B., Faculté de Droit, Bujumbura, 1988

D. Revues

1. Décret-loi n°1/011 du 8 avril 1989 portant réorganisation de l'administration communale in *B.O.B* n°5/89 de 1989

2. *L'ami : revue des élites de l'Est de la colonie* n° 117 (auteur anonyme)

3. MEDARD (J-F), « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *revue française de science politique*, février 1976

E. Journaux consultés

1. *Au Cœur de l'Afrique*, 3-4, 1995
2. *Au Cœur de l'Afrique*, n°1, 1er trimestre, 1995
3. *Au Cœur de l'Afrique*, n°4, 1992
4. *Au Cœur de l'Afrique*, T.L XI, n° 2-3, avril-septembre 1995
5. *L'aube de la démocratie* n°18 du 1er au 15 mai 1993
6. *L'aube de la démocratie* n°20 du 16 au 30 juin 1995
7. *Le carrefour des idées* n°27 du 1er au 15 août 1993
8. *Le Renouveau du Burundi*, n°4070, du mardi le 20 avril 1993
9. *Le Renouveau du Burundi*, n° 4042, 18 mars 1993
10. *Panafrika,* n° 001 du 1er au 12 mai 1993

F. Rapport

Rapport administratif annuel des communes 1998

G. Autres documents

1. Dépliants des partis politiques
2. Collectif des partis politiques de l'opposition, *Le génocide d'octobre 1993*, Bujumbura, 1993
3. Colloque sur la liberté académique, recherche et gestion de conflits dans les pays des Grands-Lacs, Arusha, Tanzanie, 4-7/9/1995
4. Des réformes institutionnelles et relations avec l'Assemblée nationale, Bujumbura, 12 novembre 2004

H. Sources audio-visuelles

1. Meeting de l'UPRONA à Gitega, le 9 mai 1993, cassette audio-visuelle RSH 040, R.T.N.B., Bujumbura, 1993

2. Ndadaye (M.), Discours-programme, R.T.N.B., cassette-vidéo n° RSH 003

I. Les enquêtes

1. BACINONI (S.), 48 ans, conseiller du chef de zone, commune Songa, le 14 novembre 2004

2. KARABAYE (J-M), 38 ans, agronome de la zone Kiryama, commune Songa, le 18 novembre 2004

3. NIBONA (G.), 46 ans, enseignant à l'école primaire de Musagara, commune Songa, le 10 novembre 2004

4. NIYONKURU (T.) 32 ans, enseignante à l'école primaire de Rukina, commune Songa, le 12 novembre 2004

5. NIMPAGARITSE (V.), 42 ans, enseignant à l'école primaire de Rutundwe, commune Songa, le 8 novembre 2004

6. TSEMBEYEKO (M.), 53 ans, directeur de l'école primaire de Rutundwe, commune Songa, le 8 novembre 2004

7. YAMUREMYE (M.), 42 ans, enseignant, colline mutsinda, commune Songa, le 8 novembre 2004